



L'AUTOMUTILATION CHEZ LES JEUNES SE FAIRE MAL POUR SE SENTIR BIEN

UN JEUNE SUR SIX SE BLESSE VOLONTAIREMENT. SIGNE DE FOLIE?
NON. PLUTÔT UN APPEL À L'AIDE.

ÉMILIE CÔTÉ PAGES A2 ET A3



Guy Lafleur en compagnie de son fils Mark
PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

LA PRESSE

L'ACCUSATION VISE UN TÉMOIGNAGE RENDU LORS DE L'ENQUÊTE SUR MISE EN LIBERTÉ DE SON FILS MARK

GUY LAFLEUR ACCUSÉ D'AVOIR MENTI À LA COUR

PAGE A5

la douleur d'un père atterré?
RÉJEAN TREMBLAY
SPORTS PAGE 1

Le prix de l'amour
PATRICK LAGACÉ
PAGE A5



Stéphane Rousseau

ASTÉRIX TAILLÉ EN PIÈCES

LA CRITIQUE DÉMOLIT LE FILM ET N'ÉPARGNE PAS STÉPHANE ROUSSEAU

ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

0,50

LA FED SABRE ENCORE SON TAUX DIRECTEUR

LA PRESSE AFFAIRES
PAGE 1

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
On va attendre d'être rendu de l'autre côté de la rivière avant de réparer le pont.
(Proverbe québécois)

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

Québec hausse l'immigration sans offrir davantage de cours de français

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Alors que le Québec ouvre ses portes à un plus grand nombre d'immigrants année après année, le gouvernement Charest n'offre pas davantage de cours de français aux nouveaux arrivants qu'il y a cinq ans.

Pourtant, dans des documents officiels, Québec reconnaît lui-même que les besoins en matière de francisation s'accroissent, notamment parce que les immigrants ne connaissant pas le français sont plus nombreux qu'auparavant.

Depuis 2002, environ 20 000 immigrants sont inscrits chaque année à des cours de français, autant à temps complet qu'à temps partiel. Ils étaient 20 146 en 2006-2007, contre 19 204 en 2002-2003. Leur nombre fluctue légèrement au fil des ans.

Or, au cours des dernières années, le nombre de nouveaux arrivants admis au Québec a bondi de 19%. Il est passé de 37 629 en 2002 à 44 686 en 2006. Québec donne donc des cours de français au même nombre d'immigrants qu'avant alors que la clientèle augmente sans cesse.

➤ Voir **QUÉBEC** en page A18

Biocarburants Le désastre indonésien



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

La demande pour des biocarburants « verts » est venue stimuler l'une des industries les plus polluantes du monde: celle de l'huile de palme. Philippe Mercure et Ivanoh Demers se sont rendus en Indonésie constater de quelle façon un rêve écologique s'est mué en cauchemar. Le pays est devenu le troisième producteur de gaz à effet de serre du monde.

LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 À 3

LA GUERRE DU LIBAN

LES RATAGES DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

PAGE A21

UNIVERSITÉ SEXE ACADEMIE À MCGILL

PAGE A4

RÉFORME SCOLAIRE

VENT D'OPPOSITION CHEZ LES PROFS À LA CSDM

PAGE A8

Notre horaire est aussi chargé que le vôtre.

CALGARY

164\$

2 VOLS SANS ESCALE PAR JOUR OUVRABLE

TORONTO

59\$

7 VOLS SANS ESCALE PAR SEMAINE***

Réservez d'ici au 5 février 2008*.

Réservez maintenant sur westjet.com, composez le 1 877 956 6982 ou communiquez avec votre agent de voyages.

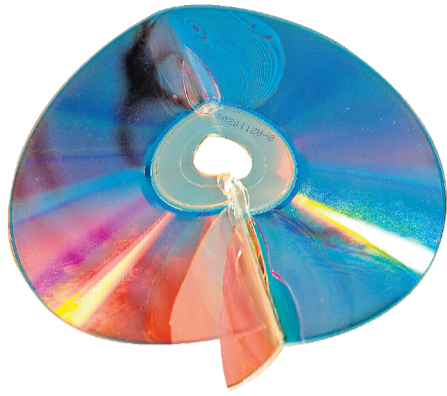


* Les tarifs s'appliquent aux réservations effectuées au plus tard le 5 février 2008 (23h59, heure normale des Rocheuses). ** Pour Calgary, les tarifs s'appliquent aux vols effectués un lundi, un mardi, un mercredi, un jeudi ou un dimanche d'ici au 30 avril 2008. *** Pour Toronto, les tarifs s'appliquent aux vols effectués d'ici au 31 mars 2008. Les taxes additionnelles, les frais et les suppléments sont en sus, s'il y a lieu. Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Non remboursable. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Il est possible que certains vols ne soient pas offerts chaque jour de la semaine. Visitez westjet.com pour plus de détails.

CHANGER LE MAL DE PLACE



D'après une étude publiée avant hier dans le journal de l'Association médicale canadienne, **17% des jeunes de 14 à 21 ans se sont déjà automutilés**, dont 77% de filles. L'âge moyen est de 15 ans.



Selon la même étude, les trois quarts des jeunes qui se sont automutilés y ont pensé d'eux-mêmes. **Près de 30% ont eu l'idée d'un ami**, alors que seulement 15% l'ont fait après avoir vu un film ou une émission de télé.

UNE NOUVELLE DÉPENDANCE: L'AUTOMUTILATION

Les médecins voyaient rarement des cas d'automutilation avant. Aujourd'hui, c'est chaque semaine. On estime qu'un jeune sur SIX se coupe ou se blesse volontairement avec divers objets. Un signe de folie? Plutôt un appel à l'aide. Une série sur un phénomène en progression, à lire aujourd'hui et demain.



PHOTOS ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE, FLICKR.COM, STOCK.XCHNG



ÉMILIE CÔTÉ

L'envie lui prend quand elle s'«engueule» avec ses parents, ou quand sa journée a été difficile à l'école. Elle se précipite dans sa chambre à coucher dans l'espoir de s'endormir jusqu'au souper pour tout oublier.

Pour se calmer les nerfs et sombrer dans un sommeil profond, Valérie ne se pique pas à l'héroïne, elle ne fume pas un joint. L'adolescente de 14 ans prend un *exacto* et elle se taille le bras gauche ou la cuisse droite. «Quelques secondes après la coupure, je ressens du soulagement. Je me sens libérée de mes souffrances», explique-t-elle.

Pour Valérie, l'automutilation est une drogue. «On peut faire une comparaison avec la cocaïne, confie-t-elle. Après l'effet, on veut en reprendre. J'ai arrêté de m'automutiler il y a quelques semaines et j'ai failli faire plusieurs rechutes depuis.»

Quand elle voit ses cicatrices, Valérie regrette de s'être coupée. «Mais le mal est déjà fait», dit l'adolescente de la Rive-Sud.

Les parents de Valérie ont très mal réagi quand ils ont découvert qu'elle s'automutilait. Ils lui ont dit: «Si tu recommences, on va te punir.»

Mais Valérie est loin d'être la seule à se faire mal volontairement. Selon une étude publiée avant hier dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*, près d'un jeune sur six s'automutilite.

Les rares professionnels qui s'intéressent à l'automutilation disent que le phénomène est en croissance. «Il y a 10 ans, nous voyions assez peu de cas d'automutilation alors qu'aujourd'hui, nous en voyons toutes les semaines», indique le Dr Martin Gauthier, pédopsychiatre à l'Hôpital de Montréal pour enfants.

Selon une autre étude réalisée par des chercheurs de McGill, les trois quarts des enseignants ont été confrontés aux CAB (comportements auto-blessants). La moitié considère que cela est «horifiant».

Des écoles expulsent des élèves qui s'automutilent, souligne la psychologue Shawna Atkins, qui voit beaucoup de dossiers d'automutilation aboutir sur son bureau de Westmount. Car bien des intervenants en santé mentale se sentent démunis devant un jeune qui se blesse volontairement. «Pour eux, c'est dégoûtant et même associé à la folie, explique-t-elle. Mais il faut savoir que l'automutilation libère des endorphines. Ça comble un manque, c'est un régulateur d'émotions.»

Les adolescents qui s'automutilent ne sont pas fous. «Mais ces jeunes ont l'impression que le regard qu'on porte sur eux est: «T'es bien fucked. Qu'est-ce que tu fais là?», déplore Bernard Desrochers, directeur des services cliniques chez Jeunesse J'écoute Montréal. Il ne faut pas les blâmer ou les culpabiliser. Ce n'est pas un signe

éclat de verre dans le bras ou dans les cuisses. Pour l'entourage, le geste est incompréhensible, affolant. Mais dans la plupart des cas, les blessures sont superficielles. Annie et Valérie, par exemple, n'ont jamais eu à se rendre à l'hôpital. «Les cas les plus fréquents se résument à des scarifications, souvent du côté opposé à la main dominante, et un peu sur les cuisses, explique le Dr Martin Gauthier. Mais il y a des cas plus inquiétants. Sur les seins, le visage ou les parties génitales.»

Souvent, les gens pensent qu'une personne qui s'automutilite nourrit des idées suicidaires. C'est tout le contraire. «Oui, le taux de suicide est plus élevé chez les gens qui s'automutilent. Mais les jeunes ne le font pas avec l'intention de mourir. Ils cherchent un soulagement. La douleur physique soulage une douleur morale», précise le Dr Gauthier.

« On peut faire une comparaison avec la cocaïne. Après l'effet, on veut en reprendre. J'ai arrêté de m'automutiler il y a quelques semaines et j'ai failli faire plusieurs rechutes depuis. »

de folie, mais un signe de détresse. L'automutilation est un appel à l'aide. Ça a un sens, trouvons-le.»

Au début, Annie niait qu'elle se coupait pour signifier à son entourage qu'elle n'allait pas bien. L'adolescente de 14 ans, qui habite aussi la Rive-Sud, se décrit comme une fille sociable, toujours de bonne humeur aux yeux des autres, mais aussi très sensible. Quand elle a commencé à s'automutiler, beaucoup de ses proches étaient malades et elle vivait une grande déception amoureuse. «Je vivais un trop-plein d'émotions. J'ai réalisé que je me coupais pour dire au monde: *aie*, je souffre, c'est sérieux.»

«Après, tu embarques là-dedans et tu as besoin de ça, poursuit-elle. Quand tu vis quelque chose d'intense, la première chose qui te vient en tête est de te couper.»

Comment réagir?

S'enfoncer une lame de rasoir, un couteau, un fragment de miroir ou un

«Les écoles envoient aux urgences des jeunes qui ont quelques coupures sur les bras, signale le pédopsychiatre. C'est vrai qu'il faut s'inquiéter, mais il ne faut pas dramatiser.»

Astrid, 19 ans, s'automutilite. Elle a également tenté cinq fois de s'enlever la vie. Ce sont des passages à l'acte complètement différents, explique la jeune femme de Québec. «En t'automutilant, tu veux vivre, et soulager la douleur en attendant du meilleur. Mais quand tu veux te suicider, c'est que tu n'en peux plus, que tu veux en finir.»

L'automutilation est plus fréquente chez les filles, de même que chez les personnes qui souffrent de troubles alimentaires, du trouble de la personnalité limite ou qui ont vécu des événements traumatisants durant leur enfance, comme des deuils ou des agressions sexuelles. Mais les experts ne peuvent expliquer pourquoi les cas d'automutilation se multiplient depuis 10 ans. «On manque d'explications», dit le Dr Shawna Atkins.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ACTUEL 8	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	ARTS 8	Loteries	A 8
Bourses	AFFAIRES 10 à 12	Monde	A 20 et 21
Décès	ACTUEL 6 et 7	Petites annonces	ACTUEL 4 et AFFAIRES 4
Forum	A 22 et 23	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Généralement ensoleillé, maximum -5, minimum -13. SPORTS 7

PRÉCISION

POLICIER ACCUSÉ

Un reportage publié dans notre numéro d'hier a indiqué par erreur que la juge Rolande Matte avait condamné le policier Serge Germain à une amende de 750\$ pour avoir frappé un détenu; il n'en est rien. Les avocats de la poursuite et de la défense ont simplement suggéré au juge une telle peine. La juge Matte a mis l'affaire en délibéré et rendra la sentence plus tard. Nos excuses.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

CHANGER LE MAL DE PLACE

Dans la population en général, c'est **moins de 1% des gens qui s'automutilent**. La prévalence est plus forte chez ceux qui souffrent du trouble de personnalité limite ou de troubles alimentaires.



À la demande de chercheurs de l'Université McGill, 50 enseignants ont rempli un questionnaire à propos des comportements auto-blessants (CAB) en 2006. **Plus de trois enseignants sur quatre sous-estimaient l'ampleur du phénomène.** La moitié considérait que c'était « horrifant ».

« IL Y A 10 ANS, NOUS VOYIONS ASSEZ PEU DE CAS D'AUTOMUTILATION ALORS QU'AUJOURD'HUI, NOUS EN VOYONS TOUTES LES SEMAINES. »

« Ça révèle quelque chose de notre époque, remarque néanmoins le Dr Gauthier. Pour soulager nos émotions, il faut une recette, une réponse rapide. »

Le film américain *Thirteen* – à propos d'une jeune adolescente délinquante – est le film culte de l'automutilation, ont confié des jeunes. Certains sites internet présentent également des personnalités célèbres qui ont déjà dit s'automutiler, comme Johnny Depp, Angelina Jolie, Marilyn Manson, ou encore la princesse Diana. On dit aussi que les jeunes de style « emo » (*emotional hardcore*) sont plus nombreux à se couper.

« Il peut y avoir un certain effet de mode, mais c'est plutôt minime », commente le Dr Atkins.

Astrid est du même avis. Les jeunes qui s'automutilent le font rarement par conformisme. « Ils souffrent. »

Trouver le sens

À l'hôpital Sainte-Justine, c'est aussi depuis une dizaine d'années que le pédiatre Jean Wilkins observe des comportements d'automutilation chez ses « petites anorexiques ». Certaines se coupent, alors que d'autres se pincent ou se grattent jusqu'au sang.

Lors de notre entretien, le Dr Wilkins a sorti un petit morceau de papier de sa poche sur lequel cinq mots sont gribouillés. Au cours de la journée, il a demandé à une de ses jeunes patientes d'expliquer pourquoi elle s'automutilait. « Ce sont des mots qui veulent tout dire : *changer le mal de place*. »

« Cette explication-là est bien simple, souligne le médecin. C'est le contrôle. Cette douleur-là, la petite peut la contrôler, versus celle qu'elle ressent quand elle a trop faim ou qu'elle a trop mangé. »

C'est une surdose d'émotions qui déclenche l'envie de se faire mal. « Ça part tout seul. Je ne peux pas m'en empêcher », a expliqué une jeune patiente du Dr Wilkins à *La Presse*. « Je ne le regrette pas, car ça fait du bien », a confié une autre.

S'en sortir...

Comme avec la drogue, vient un temps où un certain degré

d'automutilation ne procure plus l'effet escompté. Le corps s'habitue à la quantité d'endorphines libérée, donc la fréquence et l'intensité des blessures augmentent. C'est là que les jeunes prennent conscience qu'ils ont besoin d'aide, constate-t-on à Jeunesse J'écoute. « Quand ils nous appellent, il n'y a plus de sentiment de libération », explique Bernard Desrochers.

La thérapie peut prendre du temps, souligne la psychologue Shawna Atkins. D'abord, il faut déterminer quel but sert l'automutilation. « Nous travaillons trois volets, explique-t-elle. La prédisposition (passé, santé mentale), les éléments déclencheurs (chicanes, ruptures) et le fait que cela se répète (manque d'estime, de confiance). »

« Ce n'est pas l'automutilation que l'on traite, car l'automutilation est un symptôme, ajoute le pédopsychiatre Martin Gauthier. Il faut établir une relation avec le jeune pour qu'il sorte du secret et qu'il mette des mots à son mal. À l'hôpital, nous avons un projet de thérapie par l'art pour qu'ils s'expriment autrement. Ils doivent développer un autre rapport avec leur corps et en devenir pleinement propriétaire. »

Annie a cessé de s'automutiler naturellement. Aujourd'hui, la jeune femme exprime les sentiments qu'elle vit autrement. « J'écris beaucoup, des poèmes, des chansons. J'écoute aussi beaucoup de musique et je fais du *scrapbooking*. C'est un peu québécois, mais j'aime ça et mes amies trouvent ça beau ! »

À LIRE DEMAIN :

L'automutilation chez les personnes qui souffrent du trouble de personnalité limite. D'autres témoignages et une entrevue avec Marie-Sissi Labrèche, auteur du livre *Borderline*, dont l'adaptation cinématographique sortira en salle la semaine prochaine.

Par souci de confidentialité, tous les noms des jeunes sont fictifs.

UN SOULAGEMENT

Extrait d'un texte signé par Ziel, 28 ans, une jeune femme de Montréal qui se mutile et qui modère un forum de discussion sur le sujet.

« L'automutilation. Un bien grand mot, trop mal interprété et mal compris. Comment définir ce mal-être trop profond? Je ne sais même pas pourquoi cette « idée » m'est venue. Pour quelles raisons et comment j'en suis venue à prendre cette petite lame et faire cette si petite incision sur mon bras gauche. Je ne peux pas me souvenir si j'avais déjà entendu parler de ça ou vu ça avant. Je ne me souviens que d'une chose : la douleur.

La douleur. Enfin un « sentiment », enfin quelque chose que je peux ressentir dans mon néant intérieur. À l'instant même, au fond de moi, j'ai su que ce pourrait être une chose, une chose sur laquelle je pourrais enfin avoir le contrôle. Le contrôle. Pouvoir à nouveau « ressentir ». Être « moi », être « vie ».

Être « vie ». Je ne voulais pas mourir. Pas vraiment. J'étais déjà morte. Morte de sentiments, de sensations, de pensées. Je voulais vivre! Vivre. Une soif de vie criante enfermée très loin, tout au fond de moi. Cette prison de vide dont j'avais égaré la clé et le moyen d'en sortir.

Comment expliquer? Ça devient vite comme une drogue. La seule échappatoire. Le moyen. Le soulagement inespéré. À ce stade, il n'est même pas question de s'en empêcher ou même de le vouloir. Il faut le faire. J'ai besoin de le faire. Besoin de ressentir. Ressentir? En fait, cela ne fait même pas mal. La lame ne coupe pas assez? Suffit de repasser plus souvent et plus fort. Encore. Encore. Pas de douleur. Le sang. Le soulagement. »

ACTUALITÉS

PRÉCISION

SONDAGE CROP

Un problème technique indétectable a fait disparaître les données de deux tableaux de notre sondage CROP publié hier. Nous les reproduisons ici. Par ailleurs, un autre tableau de notre sondage indiquait les intentions de vote des Québécois au provincial, et non au fédéral comme il était écrit. Nos excuses.

INTENTIONS DE VOTE SELON LA LANGUE D'USAGE ET LA RÉGION (AU PROVINCIAL)

(Après répartition proportionnelle)

	PQ	PLQ	ADQ	PV	QS
Total Québec	35%	31%	24%	6%	4%
Francophones	41%	23%	26%	5%	5%
Non-francophones	5%	70%	14%	10%	0%
Grand Montréal	32%	37%	19%	7%	5%
Île de Montréal	28%	45%	16%	7%	5%
Couronne nord et Rive-Sud	39%	25%	24%	7%	4%
Grand Québec	27%	34%	29%	3%	6%
Ailleurs en région	39%	24%	29%	4%	3%

INTENTIONS DE VOTE SELON LA LANGUE D'USAGE ET LA RÉGION (AU FÉDÉRAL)

(Après répartition proportionnelle)

	BQ	PCC	PLC	NPD	PV
Total Québec	36%	27%	20%	13%	4%
Francophones	43%	27%	13%	14%	4%
Non-francophones	2%	30%	53%	9%	5%
Grand Montréal	34%	23%	25%	12%	6%
Île de Montréal	27%	20%	33%	12%	8%
Couronne nord et Rive-Sud	43%	28%	14%	12%	3%
Grand Québec	25%	42%	12%	19%	2%
Ailleurs en région	41%	28%	15%	13%	2%

MÉTHODOLOGIE : Ce sondage omnibus CROP-La Presse a été mené auprès de 1000 personnes du 17 au 27 janvier 2008. Il est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente pour les sous-groupes de l'échantillon.

Sexe académie à McGill

HUGO MEUNIER

Danse érotique, séance d'effeuillage, *speed dating* et même une soirée fétichiste figurent au menu d'une semaine complète d'activités consacrées au sexe, en cours entre les murs de l'Université McGill.

Jusqu'à demain, la toute première *love/sex week* propose des ateliers aux antipodes d'un cours d'algèbre. Organisé par l'Association des étudiantes et étudiants des 2^e et 3^e cycles, l'événement est commandité par quelques partenaires, dont le service aux étudiants de l'université. Les activités se déroulent au pavillon des cycles supérieurs, rue McTavish. Elles s'adressent exclusivement aux quelque 7000 étudiants inscrits aux études supérieures.

La programmation a de quoi en faire rougir plusieurs.

Lundi, le coup d'envoi a été donné par une séance de *speed dating*. Une cinquantaine de personnes ont pris part à ce jeu de séduction rapide, où les participants enfilent les rencontres à la chaîne dans l'espoir de trouver un partenaire. Hier soir, l'atelier « Comment faire un *striptease*, une danse érotique » avait lieu dans la salle de bal. Une leçon réservée aux femmes.

Pour donner l'atelier, les organisateurs ont fait appel à l'expertise d'une entreprise montréalaise. Ce soir, un autre atelier initiera les participants aux rudiments du massage à l'huile, « relaxant ou stimulant ». La nudité n'est pas permise, assure-t-on. Cet intermède de détente sera suivi d'un autre



PHOTO PATRICK SANFACON

Affiche annonçant la « Semaine de l'amour et du sexe » à l'Université McGill.

marathon de *speed dating*, cette fois réservé aux homosexuels.

La semaine culmine, demain, avec une soirée fétichiste. Le cuir et le latex semblent chaudement encouragés, mais non obligatoires. « Les déguisements doivent être de bon goût. On va être strict là-dessus, nous sommes dans un milieu universitaire », assure l'organisateur et vice-président interne de l'association étudiante des cycles supérieurs, Nicolas Piperno. Un spectacle d'humour et deux conférences viennent compléter la programmation.

Derrière des portes closes

L'Association des étudiantes et étudiants des cycles supérieurs dit avoir créé l'événement à des fins ludiques et scolaires. « Et puis, c'est le temps de la Saint-Valentin », justifie Nicolas Piperno.

Selon lui, il est faux de prétendre que des séances de *speed dating* et de danse érotique n'ont pas leur place dans une université. « Ça se déroule derrière des portes closes. Si les gens

ne veulent pas voir ça, ils ne le voient pas. » On estime qu'environ 800 étudiants prendront part aux activités.

Le service aux étudiants de l'Université dit avoir accordé quelques centaines de dollars à l'événement. « On essaie d'appuyer les projets étudiants », résume la directrice Jana Luker. Du côté de l'Université, les ateliers lubriques du *love/sex week* ne scandalisent personne. « Les associations étudiantes sont autonomes. On intervient seulement si c'est illégal », dit la doyenne à la vie étudiante, Jane Everett.

Produit de consommation

Selon la sexologue Jocelyne Robert, ces activités sont à l'image de la société. « Ça prouve combien le sexe et le corps sont désormais des produits, des objets de consommation comme tant d'autres », déplore la sexologue, qui se défend d'être puritaine. « C'est une manifestation parmi tant d'autres d'une société hypersexualisée, où le sexe envahit toutes les sphères. »

UNE UNIVERSITÉ QUI FAIT JASER

L'Université McGill a l'habitude de faire couler de l'encre. En 2006, des étudiantes avaient accepté de poser nues dans le magazine *Playboy*, lors d'un numéro consacré aux institutions d'enseignement les plus fêtardes du continent. Auparavant, les initiations de l'équipe de football avaient aussi soulevé une controverse, lorsqu'une recrue s'était plainte d'avoir été agréessée avec un manche à balai.

ACHETEZ DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER!

Cuisimax

NOUVEAU
40 Jean-Talon O.
5000
Décarie

OUVERT 7 JOURS

3 SALLES D'EXPOSITION POUR MIEUX VOUS SERVIR

Montréal 5000, rue Jean-Talon Ouest
Laval 1173, Autoroute 440 Ouest
Saint-Hubert 3535, boul. Taschereau

CUISIMAX
concepteur de cuisines et salles de bains

1.800.975.4545 | www.cuisimax.com

LUN+MAR+MER 10→18 h • JEU+VEN 10→21 • SAM 9→17 h • DIM 10→17 h

Le prix de l'amour



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

La nouvelle nous frappe comme une puck sur le museau: « Un mandat d'arrêt a été lancé contre Guy Lafleur. » Guy Lafleur. La Comète blonde. Héros national. Mandat d'arrêt.

L'image est forte. Mandat d'arrêt: on pense à Mom Boucher, à Guy Cloutier, à Al Capone, à Vincent Lacroix. C'est sérieux, un mandat d'arrêt.

Oui, c'est sérieux. Sauf que dans l'administration de la justice, pour ceux qui sont détachés de l'affaire, c'est *business as usual*. Une procédure normale, quand la justice veut accuser quelqu'un d'un crime comme ce fameux « témoignage contradictoire ».

Surtout que le mandat d'arrêt est visé. Ça veut dire que le juge qui a signé le mandat autorise

le policier qui va arrêter Guy Lafleur, demain, quand celui-ci va se présenter à un poste de police, à le libérer sur-le-champ, sur promesse de comparaître.

« On ne va pas lui passer les menottes, m'a expliqué hier le criminaliste Robert La Haye. Si le mandat d'arrêt était un mandat non visé, ça signifierait que le policier qui arrête M. Lafleur n'a pas le choix que de le détenir et de l'envoyer en cellule, car ce type de mandat est lancé pour les accusés qui sont dangereux, ou qui risquent de ne pas se présenter en cour. »

Qu'est-ce qui cloche, alors? Ces deux (presque trois) mois depuis la révélation de contradictions dans le témoignage de Guy Lafleur, quant aux conditions de mise en liberté de son fils, Mark?

Une de mes taupes dans le monde des avocats, qui est habituée à traiter avec des bandits, des vrais, me dit que le délai de deux mois pour faire sortir les témoignages de Guy Lafleur est dans les normes. La justice est lente.

Là où ça cloche un peu, c'est dans cette accusation, justement: témoignage contradictoire. On reproche à Lafleur d'avoir offert des explications contradictoires, quant aux allées et venues de son fils, pour lequel il s'est porté garant, quand il a été mis en liberté, après avoir été arrêté.

Pour Lafleur, ce type tordu qui accumule les accusations, c'est son fils. Et il l'aime.

Ça cloche, parce que c'est une accusation assez rare. Il serait intéressant de savoir combien d'accusations du genre sont déposées dans une année à Montréal. Pas beaucoup, semble-t-il.

Sans compter qu'il faudra prouver que l'ancienne star du Canadien a voulu, délibérément, tromper la cour en livrant des témoignages contradictoires.

Et il faudra le prouver hors de tout doute raisonnable. Grosse commande.

Mark Lafleur est accusé de jolies saloperies, des saloperies pas sympathiques du tout. Kidnapping, vol, possession de crack, conduite dangereuse causant des lésions corporelles, menaces de mort et agression sexuelle.

Bref, le genre de petit con qu'on ne veut pas avoir comme voisin. Ce gars-là a besoin de faire un séjour en prison et dans un bureau de psy, simultanément.

Mark Lafleur est un type dangereux, de toute évidence. Pour vous et moi, il a toutes les caractéristiques d'une crapule, syndrome de Tourette ou pas.

Et c'était complètement nono de la part de Lafleur d'aider son fils à se soustraire à son obligation de rester à la résidence familiale en le conduisant lui-même à l'hôtel. Surtout que ces visites à

l'hôtel, c'était pour... aller baiser avec sa nouvelle blonde.

Je ne veux faire brailler personne, mais pour Lafleur, ce type tordu qui accumule les accusations, c'est son fils. Et il l'aime. Il a décidé de l'aider, de la façon la plus contre-productive, la plus stupide, la plus maladroite qui soit: en l'aidant à briser ses conditions de mise en liberté.

Le prix à payer, pour ça, sera d'aller mettre ses doigts sur le tampon d'encre des flics pour la prise des empreintes digitales. Et de recevoir, au final, la tape sur la main qu'il mérite pour avoir décidé d'aider inconditionnellement cette crapule, son fils.

Et nonobstant les crimes graves et répréhensibles dont est accusé Mark Lafleur, je ne peux m'empêcher de voir dans l'amour de ce père quelque chose de... touchant. Aimer ainsi quelqu'un d'aussi détestable, ce n'est pas rien.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: patrick.lagace@lapresse.ca

Guy Lafleur accusé d'avoir menti à la cour

CHRISTIANE DESJARDINS

Les démêlés judiciaires du cadet de ses fils se répercutent sur Guy Lafleur.

En vertu d'un mandat d'arrêt visé lancé contre lui, la légende du hockey devra comparaître en Cour du Québec pour y être accusée d'avoir « livré un témoignage contradictoire » dans le but de tromper. Il s'agit d'une accusation qui relève du Code criminel, passible d'un maximum de 14 ans de prison.

L'accusation vise un témoignage que M. Lafleur a rendu, lors de l'enquête sur mise en liberté de son fils Mark, le 19 septembre dernier. Plus précisément, on reproche à l'ex-hockeyeur âgé de 56 ans d'avoir affirmé devant le tribunal que son fils était revenu coucher au domicile familial chaque soir lorsqu'il pouvait sortir de la maison de thérapie où il était placé, respectant ainsi le couvre-feu qui lui avait été imposé.

Or, quelques semaines plus tard, à l'occasion d'une autre audience, la procureure de la Couronne Sophie Lavergne a confronté M. Lafleur à ce sujet. Lafleur père a alors admis qu'à deux reprises au cours de l'été, son fils avait passé la nuit à l'hôtel avec sa nouvelle petite amie. C'était même lui qui l'avait conduit à l'hôtel, ajoutait-il. « Quand un gars de 22 ans demande d'aller à l'hôtel pour avoir plus d'intimité qu'à la maison... Tout s'est bien déroulé, il n'a pas consommé. Pour moi c'est de la réinsertion sociale », s'était défendu Guy Lafleur.

Après avoir soupesé l'affaire, la Couronne a finalement décidé de

sevir contre Guy Lafleur. Vendredi dernier, un juge a donné le feu vert à un mandat d'arrêt visé.

Procédure particulière

Ce type de mandat permet aux policiers qui arrêtent l'individu de le mettre en liberté avec une promesse de comparaître, a expliqué hier à *La Presse* M^c Marie-Josée Di Lallo, procureure-chef au palais de justice de Montréal. Elle ne pouvait cependant pas préciser pourquoi cette procédure avait été choisie plutôt qu'une autre, par exemple une accusation par sommation, moins contraignante. « On a différentes façons de procéder

L'avocat de Lafleur s'est étonné que l'arrestation de son client soit rendue publique avant que l'ex-joueur de hockey n'en soit informé.

et c'est celle-là qui a été prise. » Il nous a été impossible de joindre la procureure affectée au dossier, M^c Lise Archambault.

Étonnamment, Guy Lafleur n'avait toujours pas été avisé, hier après-midi, selon M^c Jean-Pierre Rancourt, ami de longue date de la famille Lafleur, et avocat de Mark. M^c Rancourt s'étonnait d'ailleurs que la chose ait été rendue publique avant que Guy Lafleur en soit informé. Pour dire les choses comme elles sont, il fulminait.

Rappelons que Mark Lafleur, le plus jeune des deux fils de l'ex-étoile du hockey, est en attente de procès pour agression sexuelle et voie de fait sur une ex-copine mineure. Arrêté le 31 janvier 2007, le jeune homme, qui souffre du syndrome de Gilles de la Tourette et de problèmes de comportement, avait été mis en liberté à condition de se soumettre à une thérapie de désintoxication, qu'il a d'ailleurs suivie avec succès. Il a par la suite été transféré dans une autre maison de thérapie, l'Exode, qui vise la réinsertion sociale.

C'est là que les choses se seraient gâtées. Mécontents de son comportement parce qu'il ne respectait pas les règles, les dirigeants de l'Exode l'ont expulsé en septembre dernier, ce qui a entraîné son arrestation et une accusation de bris de condition. Les Lafleur ont alors tenté d'obtenir une nouvelle mise en liberté, et c'est dans ce cadre que Guy Lafleur a rendu le témoignage qui lui vaut une accusation. Mentionnons que cette tentative d'obtenir un cautionnement pour le jeune Lafleur a échoué en Cour supérieure. Le père se disait disposé à reprendre son fils à la maison familiale et à en assurer une étroite surveillance. En motivant son refus, la juge Carol Cohen avait écorché le père au passage, lui reprochant d'avoir aidé son fils à bafouer les règles de l'Exode.

AUTRE TEXTE
La chronique de Réjean Tremblay, en une du cahier Sports



PHOTO RYAN REMIORZ. ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

En deux témoignages, Guy Lafleur a livré deux versions différentes. Après avoir soupesé l'affaire, la Couronne a finalement décidé de sévir contre l'ancien joueur-vedette du Canadien.

EN PRIMEUR CE SOIR...



ARTS
SPECTACLES

LA PRESSE

NOTRE GRAND MÉNAGE DE PRINTEMPS, AVANT L'ÉTE.

JUSQU'À

70%
DE RABAIS*

gravis

Royal Robbins



CONVERSE

LOLÈ

THE NORTH FACE

ONEILL



Profitez de notre vaste sélection d'articles en magasin: manteaux, chaussures ou vêtements prêts-à-porter toutes saisons.



2159, rue Ste-Catherine E., Montréal
2777, boul. St-Martin O., Laval
1595, boul. des Promenades, Saint-Hubert
514.524.1106 www.lacordee.com

Offres et promotions en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise. *Sur marchandise sélectionnée seulement.

ACTUALITÉS

Une tempête prévue pour demain

CHARLES CÔTÉ

Après un répit aujourd'hui, l'hiver dominera encore les conversations et perturbera les déplacements demain, avec l'arrivée d'une tempête de neige.

«Une bonne tempête se prépare pour vendredi, dit André Cantin, météorologue à Environnement Canada. Elle devrait frapper assez tôt vendredi matin, avec mélange de précipitations le long de la frontière et de la neige ailleurs. Ça semble une tempête majeure. Ça va dépasser les 15 cm et ça pourrait être le double.»

La tempête va compliquer les déplacements. «Si vous prévoyez vous déplacer vendredi, il va falloir partir très tôt», dit M. Cantin.

Stationnements gratuits

Chaque tempête de 20 cm coûte environ 17 millions en frais de déneigement à la Ville. L'opération dure normalement quatre jours. «Tous les préparatifs usuels sont là, dit Yves Girard, responsable du déneigement à la Ville. On annonce de 15 à 25 cm, en plus des 242 qui sont déjà tombés.»

La tempête qui s'annonce sera l'occasion pour la Ville de mettre à l'épreuve sa nouvelle stratégie. En effet, 2500 places de stationnement seront mises à la disposition des automobilistes entre 18h et 7h pendant le déneigement.

«On va publier un communiqué pour annoncer quelles places sont disponibles, dit M. Girard. Il y aura de l'information sur le site web de Stationnement de Montréal, sur celui de la Ville et aussi au numéro de téléphone 311. Ces stationnements se situent surtout dans les arrondissements de l'ancienne ville de Montréal. On espère avoir une signalisation sur place à temps pour cette tempête.»



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Le vent violent mêlé aux précipitations a donné du fil à retordre à bien des Montréalais, hier. Après une accalmie aujourd'hui, les météorologues prévoient une tempête de neige demain.

Le ministère des Transports reprend possession de la gestion de 4281 ouvrages municipaux

73 autres ponts sous surveillance

BRUNO BISSON

Le ministère des Transports du Québec a annoncé hier la tenue d'une deuxième opération d'inspection spéciale touchant 73 ponts de béton à dalle épaisse, dont il vient de reprendre possession après 15 ans de gestion municipale.

Alors qu'il peine déjà à compléter l'inspection détaillée des 135 ouvrages d'art visés par une première opération spéciale, en cours depuis l'été dernier sur le réseau routier supérieur, le MTQ s'est donné entre 10 et 12 mois pour évaluer en profondeur l'état de ces 73 ponts et viaducs, répartis dans sept régions de la province.

Ces 73 ouvrages sont ciblés parmi 263 ponts à dalle épaisse du domaine municipal parce qu'ils sont affligés par des détériorations du béton qui pourraient être des signes de faiblesses structurelles ou fonctionnelles. Et ils font tous partie des 4281 ponts qui étaient gérés depuis 1993 par 904 municipalités de moins de 100 000 habitants, et dont le MTQ reprend officiellement possession en vertu d'un décret adopté le 16 janvier dernier.

Une majorité de ces 4281 ponts sont en piteux état. Selon les données du MTQ, 2400 de ces ouvrages (56 %) devront être réparés ou remplacés au cours des prochaines années. Un budget particulier de 100 millions est d'ailleurs prévu par le Ministère, au cours de la prochaine année, pour remettre en état au moins 300 de ces ponts et viaducs. La remise en état de l'ensemble de ces ouvrages va prendre des années.

Les ponts à dalle épaisse de béton des réseaux routiers municipaux feront toutefois l'objet d'une attention particulière, en vertu d'une recommandation de la commission d'enquête sur l'effondrement du viaduc de la Concorde présidée par l'ex-premier ministre du Québec, Pierre Marc Johnson.

L'an dernier, alors qu'elle enquêtait sur les causes de l'effondrement de ce viaduc de Laval dans lequel cinq personnes ont perdu la vie en septembre 2006, la commission Johnson a révélé que ce type de structures routières, conçu sans armature anticisaillement, pouvait être vulnérable

Le MTQ n'imposera pas de restrictions de charges généralisées sur les 73 ponts sous surveillance.

aux fissures internes lorsque leur béton d'origine n'est pas de la meilleure qualité.

Cette révélation, formulée avant même que l'enquête publique se termine, a forcé le MTQ à improviser une opération d'inspection d'urgence sur 135 ponts, sur son propre réseau routier. On estimait alors que l'inspection et le carottage de tous ces ouvrages serait complété en deux ou trois mois. Six mois plus tard, une douzaine de dossiers ne sont toujours pas réglés.

Sur les 123 structures inspectées jusqu'à présent, 22 seront remplacées à court terme, et trois d'entre elles sont déjà définitivement fermées à toute circulation

automobile. Des dizaines d'autres sont maintenant interdites à différents gabarits de camions, en attendant des travaux majeurs de renforcement ou de réparation.

Seulement 77 de ces 123 ponts (63 %) ont vu leurs charges admissibles pleinement rétablies, après une analyse approfondie de leur capacité structurelle.

En entrevue à *La Presse*, hier, le sous-ministre adjoint responsable de la Direction territoriale de Montréal et de l'ouest du Québec, Jacques Gagnon, a précisé que le MTQ n'imposera pas de restrictions de charges généralisées sur les 73 ponts sous surveillance.

Cette mesure préventive appliquée au cours de l'opération des 135 ponts du réseau supérieur, a été jugée non pertinente sur des ponts municipaux, où le trafic est moins dense, les camions moins fréquents, et les convois transportant des charges hors norme sont encore plus rares.

M. Gagnon a fait remarquer par ailleurs, que plusieurs dizaines de ces ponts font déjà l'objet de restrictions en vertu de recommandations de rapports d'inspection récents.

Même si le gouvernement du Québec avait cédé la responsabilité de ces ponts aux municipalités en 1993, le MTQ demeurerait responsable de l'inspection de ces 4281 ouvrages, qui ont toutefois souffert d'un manque d'entretien évident au cours des 15 dernières années.

Les municipalités, surtout les plus petites, n'avaient pas les ressources techniques et financières

pour prendre soin de ces ponts et viaducs. Leur bilan de santé reflète assez bien ces années de négligence.

Selon des données publiées hier par le MTQ, 56 % de ces ponts sont en mauvais état et nécessiteront des travaux de réparation. Sur le réseau routier provincial, la proportion des ouvrages en mauvais état est un peu plus basse, à 47 %.

La ministre des Transports, Julie Boulet, a reconnu hier que la

décision du gouvernement libéral de l'époque de céder la gestion de ces milliers de ponts aux municipalités, en 1993, avait été «une erreur». La reprise en main des ouvrages par le MTQ a d'ailleurs été unanimement saluée par les regroupements municipaux comme une bonne nouvelle lorsque M^{me} Boulet l'a annoncée, en octobre 2007, pour donner suite aux recommandations du rapport de la commission Johnson.



Répartition des ponts de béton à dalle épaisse présentant des dégradations du béton sur le réseau municipal

REGION	Nombre de ponts
QUEST-DE-LA-MONTÉRÉGIE	23
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	19
MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC	12
EST-DE-LA-MONTÉRÉGIE	9
CHAUDIÈRE-APPALACHES	5
CAPITALE-NATIONALE	3
BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
OUTAOUAIS	1
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0
CÔTE-NORD	0
ESTRIE	0
ÎLE DE MONTRÉAL	0
LAVAL-MILLE-ÎLES	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN-CHIBOUGAMAU	0



PRÉUNIVERSITAIRE

Saviez-vous que...

L'École de musique Vincent-d'Indy offre un vaste choix de programmes du collégial qui s'adressent autant aux futurs musiciens qu'à ceux qui désirent une bonne formation en musique tout en se dirigeant vers d'autres champs de spécialisation ?

Passionnée depuis **75** ans

Les programmes jumelés (200.11, 300.11 et 500.11) sont offerts en partenariat avec le Collège Jean-de-Brébeuf.



ÉCOLE DE MUSIQUE
Vincent-d'Indy

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone : **514-735-5261**
Télécopieur : 514-735-5266
Courriel : admission@emvi.qc.ca
www.emvi.qc.ca

ÉDOUARD
MONTPETIT

Le mercredi
6 février 2008,
c'est journée
portes ouvertes
à l'École de musique
Vincent-d'Indy
de 17h à 20h.

ACTUALITÉS

Des ténors péquistes veulent stopper la réforme scolaire

ISABELLE HACHEY

Jugeant que la réforme scolaire a déraillé, des ténors péquistes, dont l'ancien premier ministre Bernard Landry, veulent stopper le train fou. Ils exigent un moratoire sur l'implantation de la réforme en 4^e et 5^e secondaire et à l'éducation aux adultes. Mais ils insistent : leur sortie ne doit pas être interprétée comme un désaveu envers la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui a veillé à la mise en œuvre de la réforme en tant que ministre de l'Éducation, il y a une décennie.

« Il est nécessaire qu'il y ait des redressements, mais je crois que ce serait une erreur magistrale de procéder à un moratoire », dit Pauline Marois.

Hier, M^{me} Marois a refusé de joindre sa voix à celles de M. Landry, de l'ex-ministre Joseph Facal, du conseiller du PQ Jean-François Lisée et de l'actuel vice-président du parti, François Rebello. « Il est nécessaire qu'il y ait des redressements, mais je crois que ce serait une erreur magistrale de procéder à un moratoire », a dit M^{me} Marois, qui estime que les enfants en paieraient le prix. « Imaginez, la réforme est rendue en troisième secondaire. On a changé les cours, les façons de faire. »

Un grand-père inquiet

C'est d'abord en tant que grand-père que M. Landry s'inquiète des « dérives » de la réforme. Il a sept petits-enfants, « assez pour que ça me préoccupe », a-t-il confié à *La Presse*. Les piètres résultats obtenus par les élèves québécois dans diverses matières ont alerté l'ancien premier ministre. Il dit avoir constaté un « recul très alarmant dans les secteurs cruciaux

des sciences, de la langue, de la culture et de la lecture ».

Les personnalités péquistes ont signé le « manifeste pour une école démocratique, exigeante et centrée sur les connaissances », selon lequel la réforme « est un échec et son implantation aveugle et obstinée met en péril l'avenir de nos élèves et de la société québécoise ».

M. Landry, qui était membre du cabinet Bouchard lorsque la réforme a été adoptée en 1997, affirme qu'elle l'a été « de bonne foi », puisqu'elle devait « améliorer les connaissances dans les matières de base, le français, les mathématiques et l'histoire ». Sauf que « des idées en général bonnes ont sombré dans la technocratie, dans une espèce de manie qui, dans certains cas, a tourné au délire ».

Cette sortie publique des ténors du PQ a fait « sourire » la ministre de l'Éducation. « C'est un désaveu assez incroyable de la capacité de Pauline Marois de diriger le PQ, a commenté hier Michelle Courchesne. C'est encore la bonne vieille histoire des membres Parti québécois que se chicanent entre eux. Je ne peux pas interpréter cela autrement. »

Bernard Landry a réfuté cette vision des choses. « C'est une question d'intérêt national, et je pense bien que tout le monde au Parti québécois qui aura observé les effets de la réforme voudra qu'on change de trajectoire. Ça dépasse de beaucoup toute question partisane. »

Jean-François Lisée, proche de la chef péquiste, partage cet avis. « Les premiers textes de la réforme que M^{me} Marois avait avancés faisaient consensus. Maintenant, on constate qu'il y a une dérive dans l'application de certains aspects, et il faut se poser la question à l'intérieur des deux partis », dit ce père de famille, lui aussi inquiet pour l'éducation de ses propres enfants.

M^{me} Marois a noté que les signataires du manifeste « sont



La chef péquiste, Pauline Marois, affronte une nouvelle tempête à l'intérieur de son propre parti, cette fois autour de la réforme de l'éducation. Hier, toutefois, c'est au mauvais temps qui obscurcissait le ciel de Montréal qu'elle devait faire face.

des gens qui ont des points de vue personnels, et je les respecte ». Même si leur position n'est pas celle du PQ, elle a aussi nié toute « scission » de la famille péquiste.

Michelle Courchesne dit non au moratoire

Michelle Courchesne a qualifié de « totalement irresponsable » cette demande de moratoire. « C'est bien beau de nous dire

qu'ils (les ténors du PQ) agissent dans l'intérêt de l'élève, ils auraient dû y penser quand ils ont coupé les ressources professionnelles pour soutenir l'implantation du Nouveau pédagogique auprès des enseignants. » Elle a répété que des correctifs « sont apportés et seront apportés à la réforme. Depuis que je suis là, je prends les mesures. Mais ne me demandez pas de corriger la situation en quelques mois. »

En plus des ténors péquistes, de nombreux universitaires réputés ont aussi signé le manifeste, dont Normand Baillargeon, Robert Comeau et Jacques Dufresne. L'initiative provient de la Coalition Stoppons la réforme, qui organise par ailleurs une manifestation samedi à Montréal. Jusqu'ici, la pétition antiréforme de la Coalition a recueilli plus de 25 000 noms.

Avec Violaine Ballivy

Vent d'opposition chez les professeurs à la CSDM

VIOLAINE BALLIVY

Le vent de contestation contre la réforme en 4^e et 5^e secondaire et à l'éducation aux adultes, porté par certains ténors péquistes, souffle aussi avec force dans les écoles de Montréal. Les professeurs du tiers des établissements secondaires de la commission scolaire de Montréal se sont prononcés au cours des derniers jours en faveur d'un moratoire sur son implantation qui doit commencer l'an prochain.

Les professeurs de 14 des 42 écoles secondaires de la CSDM ont adopté lors d'une assemblée syndicale une position en faveur

du moratoire depuis le début du mois de janvier. Un nombre qui pourrait augmenter rapidement au fil des prochains jours puisque plusieurs consultations auront lieu en février. D'autant plus « que nous avons une moyenne d'adhésion de 100 %. Il y a eu 14 consultations, et 14 prises de positions en faveur du moratoire », relève Yves Bellavance, porte-parole de l'Alliance des professeurs de Montréal.

Bien décidés à se faire entendre, les professeurs ont également entrepris une campagne de mobilisation auprès des conseils d'établissement des écoles secondaires, qu'ils invitent à prendre

position sur ce projet de moratoire. Deux de ces instances, en partie formées de parents, ont déjà voté en faveur de la proposition.

Des parents inquiets

Le conseil d'établissement n'a pas le pouvoir d'empêcher l'implantation de la réforme dans l'école. « Mais le fait qu'il se positionne contre la réforme est symboliquement très fort. Cela veut dire qu'il n'y a pas que les professeurs qui sont inquiets, mais que des parents le sont aussi », dit Pierre St-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement. Si un nombre important de conseils prend position en faveur du moratoire, « le Ministère sera obligé de réagir », estime Pierre St-Germain.

Alertés de la situation, le comité central des parents de la commission scolaire de Montréal et la Commission scolaire de Montréal ont envoyé un communiqué dans toutes les écoles secondaires

pour rappeler aux membres des conseils d'établissement qu'il n'est pas de leur ressort de prendre position sur le sujet.

Les conseils d'établissement de toutes les écoles doivent se prononcer ces jours-ci sur la grille des cours qui seront offerts en septembre, tel que le prévoit la Loi sur l'instruction publique. « Nous avons des échos que certains conseils d'établissement refusent d'approuver la grille matière de l'an prochain, et ce, pour appuyer la demande des syndicats à ce report. Nous tenons à vous rappeler que tant et aussi longtemps que le MELS n'a pas accepté la demande de moratoire, chaque conseil d'établissement a le devoir d'approuver la grille matière », lit-on dans le document envoyé dans les écoles par le Comité central des parents.

« Si les parents veulent appuyer la cause des professeurs, ils peuvent le faire, c'est leur choix. Mais cela ne doit pas entraver l'adoption de la grille-matière. Sinon, cela pourrait compliquer

la période des inscriptions », dit Manon Ricard, commissaire chargée de représenter les parents des élèves du secondaire.

Elle note avoir constaté chez ces derniers « beaucoup de confusion ».

« Nous ne voulons pas empêcher les parents de s'exprimer, mais avons jugé bon de clarifier les choses, affirme aussi Diane De Courcy, présidente de la CSDM. Des parents pensaient qu'ils étaient obligés de prendre position et que leur position se réaliserait, mais il n'appartient pas au conseil d'établissement de statuer ou non sur un moratoire. » M^{me} De Courcy n'a pas commenté la position des professeurs.

Grande manifestation

Cette campagne a été lancée alors qu'une grande manifestation doit avoir lieu samedi à Montréal, organisée par la coalition Stoppons la réforme dont font partie l'Alliance des professeurs de Montréal et la Fédération autonome de l'enseignement.

LIQUIDATION DE FAILLITE
DU JAMAIS VU!!
1^{er} tapis 80% de rabais 2^e gratuit
 (valeur égale ou moindre du premier)
4 JOURS SEULEMENT
Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!
31 janv., 1, 2 et 3 fév.

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
 (Ce n'est pas un encan.)
RABAIS DE 80%
 DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Prestige Liquidations a reçu le mandat de plusieurs syndicats de liquider par vente publique le stock de différents magasins de tapis persans et orientaux, à des prix plus bas que ceux d'une faillite. Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés).

Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerma, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obsusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

Heures d'ouverture :
 jeudi 31 janv. : 11h à 20h
 vendredi 1 fév. : 11h à 20h
 samedi 2 fév. : 11h à 19h
 dimanche 3 fév. : 11h à 19h
4720, rue Garand Saint-Laurent
 (angle boul. Thimens)
 ORGANISÉ PAR
 PRESTIGE LIQUIDATIONS
 www.prestigeliquidations.com
 info: (514) 338-1000

VISA, MasterCard, American Express

Croix-Rouge canadienne
 Division du Québec
 En tout lieu. En tout temps.
 1 800 592-7649
 www.croixrouge.ca

LOTTO QUÉBEC
 Résultats des tirages du: 2008-01-30

1 25 000 \$	2 50 000 \$	3 100 000 \$	201119	Numéro Boni
145880	046425	990100	887919	02
décomposables		non décomposables		

5 lots « 500 \$ + TV » * (non décomposables)
 064A474 068A961 093A393 362A618 977A886

* Si - VOTRE NUMÉRO PRÉTIRAGES - correspond à l'un des numéros tirés lors d'un des 5 pré-tirages, vous devez réclamer votre lot au plus tard le 16 février 2008 à 16h30 aux bureaux de Loto-Québec pour participer au tirage télé (voir adresses au verso du billet).

649	01 20 21	12 compl.	499	01 20 21	31 compl.
	23 40 41			29 40 47	

6/49 02 04 06 07 08
 09 14 15 18 27
 29 33 35 36 41
 43 45 47 68 70

6/49 17 20 34

317 0352

2 000 \$
 TOUTES LES 2 SEMAINES À VIE!
 NE MANQUEZ PAS LE TIRAGE CE SOIR.

Extra 500 000\$ 5585290*
 *décomposable dans les deux sens

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

L'hiver, le ski, le Carnaval au Port-Royal

Suite de luxe **159 \$** par nuit
 2 déjeuners à la carte inclus

Valide jusqu'au 29 février 2008

LE PORT-ROYAL
 hôtel & suites
 VIEUX-QUÉBEC
 144, rue Saint-Pierre

1.866.417.2777 • 418.692.2777
 www.hotelportroysuites.com



Bell. Un meilleur chez-soi^{MC}.



La téléphonie résidentielle
la plus fiable



Le service Internet
le plus performant



Le plus grand nombre
de canaux HD

Obtenez la téléphonie résidentielle, l'accès Internet et le service de télé numérique, en plus du meilleur récepteur vidéo personnel (RVP) au pays, pour un seul prix avantageux.



3 services à partir de

72⁹⁵\$
/mois¹
comprend un RVP

+

2 MOIS GRATUITS

avec tout nouvel abonnement aux
services Internet et télé numérique²

Visitez un magasin Bell

310-PLUS

bell.ca/plus



ACTUALITÉS



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Pour trouver une façon d'endiguer l'une des importantes sources de pollution du fleuve Saint-Laurent, la Ville de Montréal menait depuis 2005 des essais pilotes sur les technologies utilisant les ultraviolets et l'ozone. La méthode retenue a finalement été annoncée hier : ce sera l'ozone. Mais il faudra encore cinq ans et des investissements de 150 à 200 millions de dollars pour construire une usine utilisant cette technologie. Sur notre photo, la station d'épuration des eaux de l'est de Montréal.

Désinfection des eaux usées

Montréal choisit l'ozonisation

SÉBASTIEN RODRIGUE

La Ville de Montréal aura encore besoin d'au moins cinq ans et des investissements de 150 à 200 millions de dollars pour construire une usine de désinfection de ses eaux usées à l'ozone. Les spécialistes tergiversaient depuis plus de 20 ans pour trouver une façon d'endiguer l'une des importantes sources de pollution du fleuve Saint-Laurent.

La Ville menait depuis 2005 des essais pilotes sur les technologies utilisant les ultraviolets et l'ozone. La méthode retenue a finalement été annoncée hier. « Le processus d'ozonisation entraîne des résultats plus favorables tant au niveau de la destruction des bactéries et des virus que des problématiques émergentes comme les produits pharmaceutiques et les anovulants », a expliqué Richard Fontaine, directeur de l'usine d'épuration des eaux usées de Montréal.

Des truites mouchetées et des moules ont été exposées à de l'eau désinfectée avec différents procédés. L'eau traitée à l'ozone n'a entraîné aucune mortalité contrairement aux ultraviolets. Les spécialistes ont ainsi conclu que l'ozone était moins dommageable pour la faune en plus d'être efficace pour désinfecter les eaux usées, notamment en éliminant les traces d'antibiotiques et d'anovulants.

« Le processus d'ozonisation entraîne des résultats plus favorables tant au niveau de la destruction des bactéries et des virus que des problématiques émergentes comme les produits pharmaceutiques et les anovulants. »

Le maire Gérald Tremblay souhaite que Québec finance à 85 % ces nouvelles installations nécessitant, entre autres, la construction d'une usine de production d'oxygène. Le maire a souligné que Québec a toujours participé au

financement de ce type d'installations. « Parce que ce projet est important en amont et en aval pour l'ensemble du Québec, on devrait être traité de la même façon », a-t-il fait valoir. En plus des coûts de construction, la désinfection coûtera jusqu'à 10 millions par année.

L'attaché de presse de la ministre des Affaires municipales Nathalie Normandeau indique que le gouvernement

désinfection au chlore, mais il n'a jamais été en fonction en raison d'un moratoire gouvernemental. L'entrée en fonction de l'intercepteur sud en 1995 avait aussi compliqué la désinfection en raison des rejets industriels. La technologie aux ultraviolets était alors apparue moins efficace.

L'usine générant plus de 50 % des eaux usées du Québec produit chaque jour environ 2,5 millions de mètres cubes d'eau,

la désinfection redonnera aux riverains l'accessibilité à l'eau. « Il y a 50 ans, les plus belles plages du Québec étaient à Sorel, alors on souhaite redonner cette accessibilité aux citoyens », a-t-il déclaré, visiblement satisfait de la tournure des événements.

Cette annonce a aussi été saluée par les groupes environnementaux comme le Conseil régional en environnement de Montréal, Chantale Rouleau, coordonnatrice du comité ZIP Jacques-Cartier, souhaite pour sa part que la Ville de Montréal s'attaque maintenant à la pollution sur les rives de Montréal causée par de mauvais raccordements d'égouts et par des débordements lors de pluies torrentielles. La Ville enregistre en moyenne 25 déversements par année lors de pluies intenses, alors que les normes gouvernementales en autorisent six.

L'affiliation de l'Hôpital de Lachine au CUSM menacerait son statut francophone

ANDRÉ NOËL

Des groupes nationalistes et syndicaux craignent que le dernier hôpital de l'ouest de l'île de Montréal fonctionnant en français, l'Hôpital de Lachine, ne finisse par s'angliciser s'il est annexé au Centre universitaire de la santé McGill (CUSM). Le député libéral de Marquette, François Ouimet, et le maire de l'arrondissement de Lachine, Claude Dauphin, croient de leur côté que ces craintes ne sont pas fondées.

À la fin de décembre, le directeur général du CUSM, Arthur Porter, a proposé d'intégrer l'Hôpital de Lachine à son réseau dès le 1^{er} avril. Le projet est à l'étude et une décision devrait être prise bientôt. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'inquiète.

« Sans une gouvernance francophone, un conseil d'administration autonome et des accréditations syndicales locales, on va assister à l'anglicisation du dernier hôpital francophone de l'ouest de l'île de Montréal », soutient son président, Jean Dorion.

Lors de son adoption en 1977, la Charte de la langue française obligeait tous les employés d'hôpital à savoir parler français. Cédant aux pressions des

hôpitaux anglophones, le gouvernement a laissé tomber cette obligation, dit M. Dorion.

En contre-partie, les hôpitaux anglophones ont l'obligation de fournir des services en français à ceux qui le demandent. En pratique, cela ne fonctionne pas, affirme M. Dorion. « Si vous ne savez pas l'anglais, vous allez demander du personnel en français, explique-t-il. Mais si vous savez l'anglais, vous allez accepter n'importe quoi. Votre

« Sans une gouvernance francophone, un conseil d'administration autonome et des accréditations syndicales locales, on va assister à l'anglicisation du dernier hôpital francophone de l'ouest de l'île de Montréal. »

priorité, c'est votre santé, pas le respect de la Charte de la langue française. »

Les employés inquiets

Tout comme la SSJBM, le syndicat des employés de l'Hôpital de Lachine, où travaillent quelque 600 personnes, est d'accord pour que l'hôpital participe au réseau du CUSM, mais à condition qu'il conserve son statut français.

« On veut bien être affiliés au CUSM, mais on ne veut pas être gobés pour ensuite disparaître, précise Christiane Laberge, présidente du syndicat. La différence est de taille. Avec une affiliation, la collaboration existe, mais l'Hôpital de Lachine conserverait son propre conseil d'administration, son directeur général, sa propre gestion des ressources humaines. Les médecins qui viendraient chez nous travailleraient en français. »

Sinon, les employés du CUSM vont pouvoir postuler des emplois à l'Hôpital de Lachine, alors que l'inverse sera impossible, affirme M^{me} Laberge. Selon elle, 85 % des employés de l'Hôpital de Lachine sont unilingues français et ne peuvent donc pas aller travailler au Royal Victoria, par exemple, car la connaissance de l'anglais y est obligatoire.

« Après quelques années, l'Hôpital de Lachine perdrait son caractère français, alors que l'Assemblée nationale a adopté une motion reconnaissant son statut unique pour les francophones de l'Ouest-de-l'île », dit-elle. Selon le syndicat, d'autres hôpitaux de Montréal, comme les hôpitaux St. Mary ou Santa Cabrini, gardent leur conseil d'administration tout en étant affiliés.

Une nouvelle coalition, formée par la SSJBM, le Comité pour la relance de l'Hôpital de Lachine, le Mouvement Montréal français et six autres organismes, planifie une manifestation devant les bureaux du CUSM le 11 février.

Le député François Ouimet et les maires de Lachine, Claude Dauphin, et de Dorval, Edgar Rouleau, critiquent ces initiatives. Dans un communiqué commun, ils disent vouloir « rassurer la population en réaffirmant que la qualité des soins offerts aux patients doit primer dans ce dossier ».

« De plus, comme l'ont déclaré à maintes reprises le ministre de la Santé, Philippe Couillard, et les dirigeants du CUSM, le caractère francophone de l'Hôpital de Lachine n'a jamais été remis en question dans son affiliation avec le CUSM. »

La Ville de Montréal s'entend avec ses cols blancs

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les cols blancs de la Ville de Montréal ont approuvé dans une proportion de 79 % l'entente de principe pour le renouvellement de leur convention collective jusqu'à la fin 2010. Il s'agit d'une première entente entre la Ville et un syndicat d'employés dans l'actuelle ronde de négociations.

Les cols blancs ont accepté l'offre salariale de la Ville comprenant un gel en 2007 et 2 % d'augmentation pour les années 2008, 2009 et 2010. L'entente prévoit de meilleures conditions de travail pour les employés auxiliaires, qui représentent plus de la moitié des syndiqués. La Ville et le syndicat ont aussi convenu d'introduire des mesures favorisant la conciliation travail-famille et de faciliter le passage des employés d'un arrondissement à l'autre.

Les cols blancs représentent le plus important groupe de fonctionnaires avec environ 10 000 membres. Montréal doit encore s'entendre avec plusieurs groupes importants, notamment les cols bleus, les pompiers et les policiers.

Un tramway et de nouvelles rues

Le projet de transformation de Griffintown, qui sera rendu public mardi à la réunion du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest, va transformer complètement le secteur Peel-Wellington et donc une partie du centre-ville de Montréal jusque-là fantôme : en plus de prévoir une station de tramway, la Ville propose l'élargissement de plusieurs artères et la disparition de certaines rues afin de redéfinir complètement le quartier, a appris *La Presse*.

ÉRIC CLÉMENT

L'arpenteur Louis Charland, qui avait redessiné le quartier en 1804 à la demande de la propriétaire terrienne Mary Griffin, serait surpris par la transformation à venir. Non seulement il y aura de nombreuses constructions, mais elles surgiront au coeur d'un nouveau réseau de rues proposé par le Programme particulier d'urbanisme (PPU). Ce réseau fera l'objet de consultations publiques fin février dans le Sud-Ouest.

D'après les informations obtenues par *La Presse*, le PPU prévoit les changements suivants :

- La rue Peel sera l'artère principale du secteur, étant un lien majeur entre d'une part le mont Royal, la Place du Canada ou le Centre Bell et d'autre part le Vieux-Montréal. Elle sera élargie pour accueillir deux lignes de tramway, une dans chaque direction.

- Il s'agira d'une rue commerciale, avec des magasins au rez-de-chaussée, à l'image des rues européennes souvent partiellement ou entièrement piétonnières et traversées par un tramway. Dotée de larges trottoirs, elle aura deux voies de circulation automobile de part et d'autre des deux lignes du tramway.

- La rue Brennan sera aussi élargie afin d'accueillir une voie de tramway, en direction ouest, et pour faciliter la promenade des piétons qui fréquenteront la salle culturelle souhaitée par Devimco.

- La rue de la Commune Ouest aura également une voie de tramway, mais en direction est. Ainsi,



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

L'intersection des rues Smith et Shannon n'existera bientôt plus : la rue Shannon sera fermée au sud de la rue d'Ottawa et la rue Smith sera détruite et reconstruite plus au nord.

c'est à l'embranchement Brennan/ de la Commune Ouest que le tramway redeviendra présent sur deux voies rue Peel.

- Les rues Wellington et Ottawa seront élargies, entre Murray et Ann. Wellington deviendra un boulevard urbain à six voies pour les autos, tandis que la rue Ottawa aura une voie en direction ouest et deux en direction est.

« On verra en mars quelle priorité accordera le conseil municipal au projet de tramway, mais on parle de quelques années (de planification). »

- La rue de la Montagne deviendra un axe à deux voies en direction nord et une seule en direction sud.

- La rue Olier sera piétonnière. Des tronçons de plusieurs rues seront fermés comme les rues Young et Shannon, entre les rues Ottawa et Smith.

- La rue Smith sera entièrement reconstruite un peu plus au nord. Elle est destinée à devenir une rue commerciale dans un style différent de la rue Peel, avec boutiques, restaurants et terrasses au rez-de-chaussée et des

étages supérieurs occupés par des logements.

- Parallèle à la rue Olier, une nouvelle rue est aussi à l'étude en bordure du canal de Lachine, entre les rues du Square Gallery et du Séminaire.

L'administration Tremblay-Zampino et la mairesse de l'arrondissement, Jacqueline Montpetit, souhaitent attirer dans ce quartier

des familles avec enfants, ce qui suppose un milieu de vie agréable et sain avec des parcs, des places publiques, des services de garde, des écoles, des pistes cyclables et un tramway.

La priorité donnée au tramway dans les rues Berri, de la Commune et Peel doit être confirmée dans le Plan de transport de Montréal, qui sera déposé en mars par le responsable du dossier au comité exécutif, André Lavallée. « Dans les prochaines semaines, nous allons surtout discuter de financement » dit M.

Lavallée. D'ailleurs, Devimco est prêt à donner 10 millions pour financer une partie du réseau de tramway.

Le projet Griffintown justifie le choix du tramway, considéré comme « un véritable générateur de développement économique pour plusieurs projets » par André Lavallée. Mais aussi, un système de transports en commun efficace et agréable est nécessaire dans le secteur Peel-Wellington à cause de la nouvelle population qui résidera dans le quartier, déjà traversé chaque jour par un grand nombre d'automobilistes venant de la Rive-Sud.

À plus long terme, le lien entre un tramway et une ligne de train de banlieue dans ce secteur est inévitable. C'est pourquoi une station du réseau de tramway est planifiée par la Ville rue Peel, non loin de la voie ferrée du CN.

Mais le tramway fonctionnera-t-il quand arriveront les nouveaux résidents du quartier? André Lavallée ne l'écarte pas. « On verra en mars quelle priorité accordera le conseil municipal au projet de tramway, mais on parle de quelques années (de

QU'EST-CE QU'UN PPU?

Le programme particulier d'urbanisme (PPU) est une composante du plan d'urbanisme. Il permet de préciser la planification d'un secteur qui suscite une attention particulière de la part du conseil municipal pendant la construction d'un nouveau secteur résidentiel. Il comprend tous les détails d'un tel projet : densité et hauteur des constructions, plans des rues concernées, planification du projet, etc.

planification) comme le projet Griffintown et plusieurs autres projets », dit-il.

Mais si la mise en place du tramway est fastidieuse, la Ville créera un réseau de transport temporaire pour desservir le secteur. Une étude dirigée par le Service de mise en valeur du territoire de Montréal se penche sur la question et déposera un rapport dans les prochaines semaines, précise M. Lavallée.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca



Certains bâtiments de Griffintown seront conservés et recyclés. C'est le cas de la New City Gas Co., dont la transformation projetée est illustrée ci-dessus.



PHOTOS FOURNIES PAR COMMUNICATIONS ANDRÉ BOUTHILLIER

Pas de Wal-Mart ni de grande surface

ÉRIC CLÉMENT

Il n'y aura pas de Wal-Mart dans Griffintown ni de grande surface d'alimentation : le promoteur Devimco a accepté de réduire la proportion commerciale du projet, qui passe de 40% à 18%, tandis que le nombre d'unités de logements passe de 1500 à 3860, a appris *La Presse*.

Le projet de Devimco est maintenant à 65% résidentiel, à 18% commercial, à 13% récréotouristique et culturel et à 4% pour des espaces de bureaux. Les commerces seront des magasins de petite ou de moyenne taille comme des magasins de meubles ou d'électroménagers. « Les unités de logement seront des condos moyen et haut de

gamme, des appartements pour personnes âgées ou étudiants et aussi du logement social et abordable », explique André Bouthillier, qui s'occupe des communications de Devimco.

L'arrondissement espère que le promoteur respectera le cachet des vieilles briques du secteur. M. Bouthillier assure que les immeubles restaurés conserveront leur cachet et que l'architecture sera de qualité. Certains bâtiments seront conservés et recyclés, comme celui de la New City Gas Co., et les nouvelles constructions devront s'intégrer à ce qui existe déjà. « Au total, Devimco conservera et restaurera une vingtaine de bâtiments, ajoute M. Bouthillier. Aucun bâtiment du secteur n'est classé

ou reconnu par la Loi sur les biens culturels. »

Selon nos informations, le Programme particulier d'urbanisme définira trois zonages : un purement résidentiel pour le quart de la superficie ; un zonage parcs et espaces verts pour 600 000 pi² ; et un zonage mixte, à la fois résidentiel et commercial, qui représente la plus grande superficie, soit plus de la moitié du quartier.

C'est dans la zone mixte que des résidents craignent de voir des bâtiments trop hauts. Ces derniers pourraient en effet atteindre dans certains cas 80 m (voir tableau).

Si des commerces de proximité pourront se trouver en secteur résidentiel, des édifices à bureaux et des bâtiments

d'industrie légère pourront être construits dans le secteur mixte où une forte densité commerciale (bâtiments avec plusieurs étages de commerces) sera autorisée dans 90% de cette zone.

Plusieurs règlements d'urbanisme du Sud-Ouest pourraient ne pas être pris en compte, par exemple ceux ayant trait aux alignements de construction et aux revêtements des nouveaux bâtiments, ce qui irrite des membres du Comité consultatif d'urbanisme du Sud-Ouest. Le fait que les démolitions de bâtiments ne fassent pas l'objet d'études du comité de démolition, sauf si les bâtiments à démolir sont des immeubles comportant au moins un logement, fait aussi grincer des dents.

LES BÂTIMENTS DE GRIFFINTOWN

DENSITÉ DE CONSTRUCTION DU PROJET (COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)*)

Zone résidentielle : COS de 3 à 7,5

Zone mixte : COS de 3 à 10,5

*Le coefficient d'occupation du sol est calculé en divisant la superficie au sol d'un bâtiment par la superficie du terrain sur lequel il se trouve.

HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Zone résidentielle : entre 14 m et 25 m (surhauteur permise : 44 m)

Zone mixte (sauf secteur Brennan) : entre 14 m et 25 m (surhauteur maximale : 60 m)

Secteur Brennan : entre 14 m et 60 m (surhauteur : 80 m)

ACTUALITÉS

Des écoles afrocentristes à Montréal?

Un projet torontois rebondit au Québec

LAURA-JULIE PERREAULT

Inspiré par une décision de la commission scolaire de Toronto, qui veut créer une école publique faisant une place importante à l'enseignement de l'histoire des Noirs et à la promotion de l'héritage africain, le président de la Ligue des Noirs du Québec, Dan Philip, aimerait que des écoles semblables soient mises sur pied à Montréal.

«Ce genre d'école est nécessaire quand on constate le taux de décrochage au sein de la communauté noire», plaide Dan Philip. «Ce serait une bonne idée d'avoir une école qui redonnerait aux jeunes la fierté d'être Noirs», croit-il.

M. Philip fait ainsi écho aux arguments qu'ont entendus mardi soir les commissaires de la Commission scolaire du district de Toronto. Pour contrer le décrochage scolaire qui touche 40 % des jeunes garçons noirs de la Ville reine, des parents ont proposé qu'une école alternative afrocentriste voit le jour.

Après un débat de quatre ans, les commissaires ont accepté à 11 contre 9 que le nouvel établissement ouvre ses portes en 2009. Le programme académique de cette école, qui sera située dans un quartier de la ville où la communauté noire est prépondérante, reste à déterminer.

Vifs débats

Le projet a donné lieu à de vifs débats mardi soir. Alors que plusieurs membres de la communauté noire de Toronto ont loué les avantages d'une école qui aurait pour mandat d'enseigner aux jeunes la richesse de leur héritage et de leur faire connaître les grands hommes et les grandes femmes qui les ont précédés. Loreena Small, la mère d'un jeune Noir abattu en mai dernier alors qu'il était à l'école, s'est opposée vivement au projet, craignant qu'il ne cause davantage de ségrégation. La seule commissaire noire qui avait le droit de vote à elle aussi dit non à l'école afrocentriste.

Néanmoins, à la suite de la décision majoritaire des commissaires, le président de la commission scolaire, John Campbell, a assuré hier que le projet ira de



Alors qu'un agent de sécurité monte la garde, de vifs débats ont animé la Commission scolaire torontoise. C'est par un vote très serré que les commissaires ont décidé de créer une école afrocentriste.

PHOTO J.P. MOCZULSKI, LA PRESSE CANADIENNE

l'avant. «Cela montre que nous sommes préparés à répondre aux besoins de la communauté» qui constate que les jeunes Noirs ne réussissent pas bien dans le système actuel, a-t-il dit en entrevue à CTV.

Deux villes, même combat

Dan Philip note que la communauté noire de Montréal partage les mêmes craintes que celle de Toronto. Lors d'une étude longitudinale qu'elle a réalisée dans les écoles montréalaises, la chercheuse Marie McAndrew,

de l'Université de Montréal, a démontré que le taux d'obtention de diplômes des élèves des communautés noires étaient de 51,8 % après sept ans, alors qu'il atteignait 69 % pour l'ensemble de la population.

Selon le président de la Ligue des Noirs, les écoles afrocentristes ont fait leur preuve, notamment aux États-Unis où elles existent dans plusieurs États. Mais aussi à Montréal. L'école primaire Garvey, fondée dans le quartier de la Petite Bourgogne dans les années 80, a existé jusqu'en

2006. Cette école privée, qui a compté de 150 à 288 élèves au cours des ans, enseignait un curriculum afrocentriste. «Environ 30 % de nos élèves étaient issus des communautés noires. En général, ils ont mieux réussi que la moyenne», a dit hier à *La Presse* Patrick Filiatrault, un des administrateurs de l'Institut Garvey.

L'école primaire a disparu, mais l'Institut maintient des programmes d'enseignement parascolaires ainsi que des camps d'été. La ministre de l'Immigration et des

Communautés culturelles du Québec, Yolande James, a d'ailleurs déjà suivi des cours le week-end à l'Institut.

Hier, la Commission scolaire de Montréal et la Commission scolaire English Montréal n'ont pas fermé la porte à l'établissement d'écoles afrocentristes à Montréal. «Si nous recevons une demande, nous l'étudierons avec attention. Mais notre première orientation ne serait pas de diviser nos élèves selon leur race», a dit Camille Gagnon de la CSDM.

FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS

Un nouveau comité se penchera sur le dossier

VIOLAINE BALLIVY

L'UQAM a-t-elle droit à sa juste part des subventions allouées aux universités par Québec? Comment pourrait-elle obtenir davantage? Des réponses viendront au mois de mai. Un comité d'experts a été mandaté

hier par l'UQAM pour étudier la formule de financement de toutes les universités québécoises et traquer, si elles existent, les injustices.

Formé de quatre membres, non-employés de l'UQAM, le groupe sera présidé par Louis Gendreau, haut fonctionnaire à

la retraite du ministère de l'Éducation (MELS). Il sera épaulé par Michel Trahan, ancien administrateur de l'Université de Montréal qui a déjà coprésidé un comité du MELS chargé de réviser la formule de financement des universités du Québec. Le groupe comptera aussi Michèle

Fortin, présidente-directrice générale de Télé-Québec depuis juillet 2005, et Louis Chapelain, qui a occupé divers postes d'administrateurs universitaires, notamment à l'UQAM au début des années 90.

Claude Corbo avait promis la création de ce comité dans son

plan d'action au moment de la course au rectorat. Le comité doit remettre son rapport le 31 mai prochain. L'UQAM espère alors être en mesure de montrer du doigt les ajustements que le ministère de l'Éducation devrait apporter pour que la formule de financement soit plus juste envers toutes les universités en tenant mieux

compte des caractéristiques propres à chaque établissement. «Que peut faire l'UQAM pour mieux tirer avantage des règles et des paramètres de la formule de financement du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)?» figure à la liste des questions soumises au comité hier par le conseil d'administration de l'UQAM.

Réorganisation structurelle de la direction de l'UQAM

Réunis en conseil, les administrateurs de l'UQAM ont aussi donné hier matin leur aval hier au projet de réorganisation de la direction proposé par le recteur Claude Corbo dès son entrée en fonction.

Ce remaniement entraînera l'abolition d'un poste de vice-recteur, un changement qui permettra à lui seul une économie annuelle de quelque 200 000 \$.

Le conseil d'administration se réunira de nouveau au cours d'une séance exceptionnelle dans deux semaines pour étudier une nouvelle mouture du plan de redressement élaboré par la firme de vérificateurs PriceWaterhouseCoopers.

Le plan serait ainsi acheminé à la ministre de l'Éducation, puis soumis à son Comité de sages à la mi-février, soit six semaines plus tard que prévu à l'échéancier.

Les Grandes Tables du Vieux-Québec

- Hébergement pour 2 nuits
- Petit-déjeuner chaque matin
- 2 soupers gastronomiques dans l'un de nos restaurants partenaires: Louis-Hébert, Aux Anciens Canadiens, La Crémaillère, Le Gambrinus, Café Sirocco
- Service sur les repas

* Certaines conditions s'appliquent. Autres forfaits disponibles.

À partir de **179\$*** Par personne Occ. double Tarif basse saison

Les Week-ends à l'Hôtel Château Laurier Québec

avec Plaisir!

HÔTEL CHÂTEAU LAURIER QUÉBEC

★★★★★

VIEUX-QUÉBEC • GRANDE ALLÉE • PLAINES D'ABRAHAM

1220, place George-V Ouest, Québec

1-877-999-9620

www.hotelchateaulaurier.com

VOTRE HÔTEL SUR LES PLAINES

NE MANQUEZ PAS NOTRE CAHIER SPÉCIAL SUR LES REËR

samedi dans **LA PRESSE**



1 \$



1 \$



1 \$



1 \$

Votre dollar n'a jamais été aussi fort.

DOLLARAMA 1 \$



1 \$

POLITIQUE

SOUPÇONS D'INGÉRENCE AU PARTI CONSERVATEUR

Harper défend son attaché de presse

Le Bloc et le NPD réclament une enquête du commissaire à l'éthique sur le travail de Dimitri Soudas

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper a été contraint de défendre un autre de ses proches collaborateurs hier après la publication d'informations selon lesquelles son attaché de presse, Dimitri Soudas, serait intervenu dans un dossier qui fait l'objet d'un litige devant les tribunaux entre le gouvernement fédéral et un important propriétaire immobilier de Montréal.

Lundi, M. Harper avait dû se porter à la défense de sa directrice des communications, Sandra Buckler, après qu'elle eut déclaré jeudi dernier que les Forces armées canadiennes n'avaient jamais informé le gouvernement de leur décision de cesser de transférer des détenus talibans aux autorités afghanes le 5 novembre dernier. M^{me} Buckler a dû battre en retraite 24 heures plus tard et admettre qu'elle avait erré.

Aux Communes, hier, le NPD a exigé que M. Soudas soit suspendu de ses fonctions le temps que le commissaire à l'éthique enquête sur cette affaire. Le Bloc québécois a aussi réclamé la tenue d'une enquête du responsable de l'éthique aux Communes afin de déterminer si M. Soudas a enfreint les règles de conduite s'appliquant aux employés du cabinet du premier ministre.

Radio-Canada et le quotidien *The Globe and Mail* ont rapporté que M. Soudas aurait accepté

d'intervenir auprès du ministère des Travaux publics, à la demande d'un conseiller municipal de Montréal, en faveur de l'homme d'affaires Michael Rosenberg, président de la société immobilière Groupe Rosdev, en août 2006.

M. Rosenberg a été candidat conservateur dans la circonscription d'Outremont aux élections de 2006 contre l'ancien ministre libéral Jean Lapierre.

Groupe Rosdev est propriétaire de deux immeubles de bureaux dans la capitale fédérale où travaillent des milliers de fonctionnaires. Le ministère des Travaux publics est engagé dans une bataille juridique depuis 10 ans afin de forcer cette entreprise à mieux entretenir ses immeubles. L'entreprise a aussi intenté une poursuite contre le gouvernement devant les tribunaux.

Selon Radio-Canada et *The Globe and Mail*, M. Soudas aurait convoqué des membres du cabinet du ministre Michael Fortier en 2006 à son bureau situé dans l'édifice Langevin, où se trouvent également les bureaux du premier ministre, afin de les encourager à trouver un compromis dans cette dispute juridique. Selon des sources anonymes proches de M. Fortier citées par ces deux médias, cette intervention visait à protéger un militant du Parti conservateur.

Léo Housakos, ami de M. Soudas qui a récemment été nommé au

conseil d'administration de VIA Rail, avait intercedé en faveur de M. Rosenberg quelques mois auparavant auprès de l'ancien chef de cabinet de M. Fortier, Frédéric Loiselle, mais sans succès.

Aux Communes, hier, M. Harper a rejeté les attaques nourries des trois partis de l'opposition en affirmant qu'il n'y avait pas eu d'ingérence de la part de son proche collaborateur.

« C'est une histoire qui s'est déroulée il y a un an et demi et cette compagnie n'a reçu aucun

« C'est une histoire qui s'est déroulée il y a un an et demi et cette compagnie n'a reçu aucun bénéfice et aucun traitement spécial de la part de ce gouvernement. »

bénéfice et aucun traitement spécial de la part de ce gouvernement », a affirmé M. Harper.

Interrogé par les journalistes, hier matin, M. Soudas s'est aussi défendu de s'être ingéré d'une manière inappropriée dans un dossier qui est devant les tribunaux. Il a affirmé que la rencontre visait à obtenir des renseignements de la part des collaborateurs du ministre non élu Michael Fortier.

« J'ai demandé des explications et, ultimement, comme vous avez vu, il n'y a rien qui a changé dans ce dossier. Il était devant la cour

dans le temps et il est toujours devant la cour », a-t-il affirmé.

Le sénateur Michael Fortier a dit prendre cette controverse « avec un grain de sel » puisque son ministère continue de poursuivre Groupe Rosdev devant les tribunaux. « Je comprends que, pour vous, le processus est parfois plus important que le résultat. (...) Il me semble que vous devriez regarder le résultat. Le résultat, c'est quoi? Le résultat est que ce dossier est toujours en litige », a dit le sénateur.

de questions, M. Fortier a ajouté: « Je suis désolé vous n'avez pas eu l'histoire, M. Bellavance. »

Des rumeurs persistantes ont circulé toute la journée hier selon lesquelles M. Fortier serait à l'origine des informations obtenues par Radio-Canada et *The Globe and Mail*. Il faut dire que M. Fortier entretient depuis quelques mois des relations tendues avec certains membres de l'entourage de M. Harper, notamment depuis que le sénateur a décidé d'embaucher un ancien souverainiste, Daniel Paillé, contre l'avis du bureau du premier ministre, pour enquêter sur les contrats de sondage accordés par le gouvernement fédéral entre 1993 et 2003.

Selon Radio-Canada et *The Globe and Mail*, M. Soudas aurait aussi accepté, à la demande de Léo Housakos, de rencontrer des représentants d'une entreprise d'équipements militaires qui cherchait à se rapprocher du gouvernement Harper pour obtenir des contrats l'an dernier.

Les deux hommes, issus de la communauté grecque de Montréal, ont travaillé ensemble à la campagne du maire de Montréal, Gérald Tremblay, en 2001, et tous deux étaient militants actifs au sein de l'Action démocratique.

Avec La Presse Canadienne

Léo Housakos, membre influent de l'ADQ

DENIS LESSARD

Léo Housakos, le sympathisant conservateur plongé dans la controverse à cause des rencontres obtenues pour ses clients avec un proche collaborateur de Stephen Harper, est depuis longtemps « le maître d'œuvre du financement de l'ADQ », selon le porte-parole du parti, Guy Leroux.

Et celui qui est parvenu à faire entrer l'homme d'affaires Michael Rosenberg au cabinet du premier ministre du Canada était aussi autour de la table quand Mario Dumont a rencontré une douzaine de membres éminents de la communauté juive de Montréal, le printemps dernier.

Cette rencontre, cachée par le chef de l'ADQ, avait fait du bruit; c'est pour ce souper stratégique, comportant des conséquences importantes pour le financement de son parti, que M. Dumont avait fait faux bond aux négociations avec Jean Charest et le péquiste François Gendron sur les amendements à apporter au budget de M^{me} Jérôme-Forget, le printemps dernier.

M. Housakos était le « facilitateur » qui a permis que cette rencontre ait lieu. Il est militant adéquate depuis 1998 et est actuellement président de la commission des finances de l'ADQ, explique Guy Leroux, porte-parole du parti. « Mais ce n'était pas une réunion de financement, il n'y a pas eu de chapeau passé, c'était une rencontre de familiarisation ». Et M. Rosenberg n'était pas présent, indique M. Leroux.

De son côté, le chef de l'ADQ balayé d'un revers de main les

allégations d'ingérence politique qui pèsent contre M. Housakos.

« Ce que je comprends, c'est qu'il n'y a pas eu de démarques, il n'y a personne qui a été rémunéré, il n'y a pas eu de transaction, il n'y a rien, a indiqué Mario Dumont, en marge d'un cocktail de financement sur la Rive-Sud de Montréal. J'ose espérer que dans le monde politique, on puisse encore se parler, s'informer. »

Il a aussi réitéré sa confiance en ce militant de longue date. « Quand il travaille chez nous, il connaît nos normes d'éthique, nos façons de fonctionner, et c'est à cela qu'il est soumis. »

Un progressiste-conservateur

À l'interne chez les conservateurs, on explique que M. Housakos n'avait pas trop de relations avec la garde rapprochée de Stephen Harper, exception faite de Dimitri Soudas, lui aussi de la communauté grecque de Montréal, lui aussi sympathisant de l'ADQ. Les deux hommes s'étaient retrouvés dans l'organisation de la campagne du maire Gérald Tremblay en 2001.

M. Housakos était plus proche de la filière progressiste-conservatrice que du clan allianciste, d'où provient le premier ministre Harper. Il y a plusieurs années, M. Housakos avait battu l'actuel ministre Michael Fortier à une convention pour l'investiture conservatrice dans Laval-Ouest. M. Housakos a été nommé, juste avant les Fêtes, membre du conseil d'administration de VIA Rail.

Avec Martin Croteau

MONTTOIT

CE SAMEDI | LA MAISON
DANS LES NUAGES

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

PERTINENT...

JUSQU'À LA DERNIÈRE MINUTE!

PAUL HOUDE - DÈS 15 H

AVEC LA COLLABORATION DE :

- 15 H 05 NORMAND LESTER
- 15 H 45 RENÉ VÉZINA
- 16 H 05 ISABELLE MARÉCHAL
- 16 H 45 CLAUDE POIRIER
- 17 H 05 JEAN LAPIERRE
- 17 H 45 RÉJEAN TREMBLAY
ET THÉRÈSE PARISIEN





Le FM parlé de Montréal

985fm.ca

Une station de radio **FORUS** QUÉBEC

SUR CYBERPRESSE.CA

CANADIEN

Suivez en direct le match entre le Canadien et les Capitals dès 19h sur cyberpresse.ca et lisez les commentaires de François Gagnon.

INSOLITE

Une sélection des meilleures photos insolites du mois de janvier sur cyberpresse.ca/photosinsolites



PHOTO SUKREE SUKPLANG, REUTERS

BUBLÉ

Le crooner des temps modernes Michael Bublé était en spectacle hier au Centre Bell. Toutes nos photos sur www.cyberpresse.ca/buble

NOS BLOGUES



**RICHARD HÉTU
Clinton
en perte de vitesse**

De 20 points qu'elle était le 20 janvier, l'avance de Hillary Clinton sur Barack Obama, au plan national, est passée à 6 points, selon la maison Gallup.

Lisez la suite sur cyberpresse.ca/hetu

Mulroney s'inquiète d'une rencontre entre un député libéral et Schreiber

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le torchon brûle entre les membres libéraux du comité de l'éthique de la Chambre des communes et l'ancien premier ministre, Brian Mulroney, au sujet des audiences du comité sur l'affaire Mulroney-Schreiber.

Dans un communiqué diffusé hier, le porte-parole de M. Mulroney, Joseph Lavoie, trouve notamment « incongru » que l'un des membres libéraux de ce comité, le député de West Nova (Nouvelle-Écosse), Robert Thibault, ait été vu dans un restaurant de la capitale fédérale attablé en compagnie de nul autre que l'homme d'affaires Karlheinz Schreiber.

Selon la chaîne de télévision CTV, les deux hommes se sont rencontrés la semaine dernière et, selon des témoins, leur table était couverte de documents. M. Thibault prenait fébrilement des notes.

« Il est incongru, affirme M. Lavoie, qu'un membre du comité chargé de définir les normes d'éthique agisse ou donne l'impression d'agir de manière à suggérer une certaine partialité. Des comportements de ce genre – et d'autres exemples antérieurs de biais – menacent l'objectivité et le bien-fondé du travail de ce comité. »

M. Thibault est certainement, du côté des libéraux, le député le plus au fait de l'affaire Mulroney-Schreiber et l'un des plus énergiques interrogateurs au sein du comité.

« Nous espérons, poursuit le porte-parole de M. Mulroney, que M. Thibault ne souhaite pas compromettre le travail du comité et, par conséquent, acceptera une invitation à rencontrer les représentants de M. Mulroney le plus vite possible. À moins que la courtoisie manifestée à M. Schreiber ne s'étende pas aux autres? »

En fin de journée hier, M. Lavoie a confirmé à *La Presse* que Robert Thibault avait répondu favorablement à la demande de l'ancien premier ministre et qu'une rencontre entre le député et les représentants de M. Mulroney a lieu aujourd'hui même.

« J'accepte leur invitation comme j'ai accepté celle de M. Schreiber, a déclaré M. Thibault. Nous ne sommes pas en cour. Il s'agit d'une étude de comité. Il est normal, absolument normal que l'on rencontre les gens et que l'on tente de découvrir toutes les informations que l'on peut découvrir. Pendant les séances du comité, je n'ai eu que 10 minutes pour questionner M. Schreiber. En le rencontrant, j'ai pu lui poser des questions qui sont pertinentes. »

La veille, l'avocat de Brian Mulroney, M^e Guy Pratte, s'était plaint dans une lettre au président du comité, le libéral Paul Szabo, du traitement inéquitable réservé à l'ancien premier ministre par le comité. M^e Pratte soulignait notamment que le comité avait décidé de convoquer des témoins qui n'avaient rien à voir avec l'enquête sur les relations d'affaires entre MM. Schreiber et Mulroney, en particulier les versements en argent à l'ancien chef de gouvernement de M. Schreiber en 1993 et 1994. M^e Pratte affirmait que la convocation notamment de l'ancien chef de cabinet de M. Mulroney, Norman Spector, au sujet d'allégations qui n'ont rien à voir avec l'enquête du comité, ne servait pas la justice et relevait du plus pur esprit partisan. L'ancien chef de cabinet de M. Mulroney a révélé la semaine dernière qu'il comptait révéler au comité « la source de grandes quantités d'argent comptant rapportées au 24, promenade Sussex, alors que M. Mulroney était premier ministre du Canada ».

Le comité de l'éthique de la Chambre des communes doit reprendre ses audiences sur cette affaire jeudi prochain.



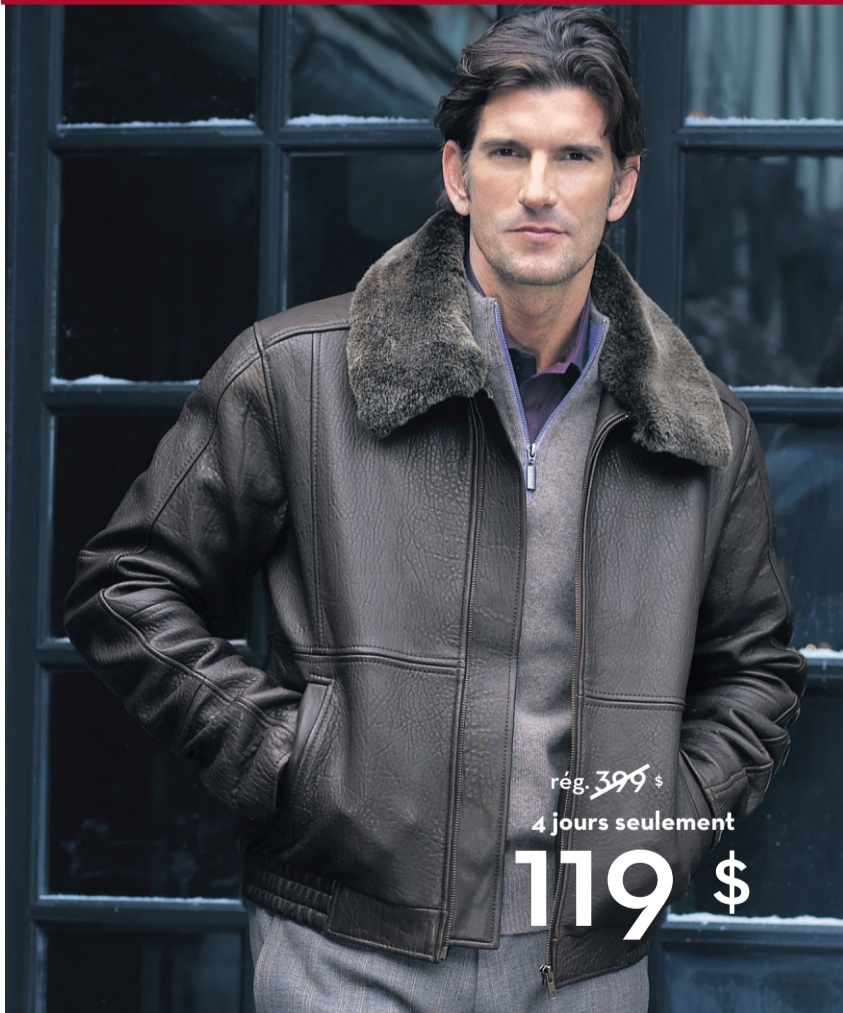
rég. 349 \$
4 jours seulement
99 \$



rég. 349 \$
4 jours seulement
99 \$

de **50%** à **70%** de rabais
SUR TOUTE LA MARCHANDISE
4 JOURS SEULEMENT
(LE SOLDE SE TERMINE LE DIMANCHE 3 FÉVRIER)
(ET ÇA VEUT DIRE ABSOLUMENT TOUT!)

Aucun ajustement de prix pour des achats antérieurs



rég. 399 \$
4 jours seulement
119 \$



rég. 299 \$
4 jours seulement
99 \$

- BOUCHERVILLE
- *carrefour de la rive sud 450-449-4126
- LACHENAIE
- *540, montée des pionniers 450-581-5523
- LAVAL
- carrefour laval 450-682-3303
- MONTRÉAL
- 1, place ville-marie 514-874-0472
- *décarie rue des jockeys 514-341-0110
- (angle jean-talon et décarie)
- fairview pointe-claire 514-695-6745
- galeries d'anjou 514-353-2555
- *kirkland centre riocan 514-426-1013
- les promenades st-bruno 450-461-3125
- mail champlain 450-465-8902
- *marché central 514-382-4220
- STE-FOY
- place ste-foy 418-658-0777
- SHERBROOKE
- carrefour de l'estrie 819-346-3444

* magasins d'entrepôt Cuir Danier

service à la clientèle de Cuir Danier :
1-877-5danier
Visitez danier.com pour connaître les heures d'ouverture.

DANIER
L'ORDINAIRE, PAS POUR MOI!^{MC}

POLITIQUE

DEMANDE DE RENFORT EN AFGHANISTAN

Harper fait part de sa position à Bush

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre, Stephen Harper, s'est entretenu au téléphone hier avec le président américain, George W. Bush, sur la question de l'Afghanistan.

M. Harper a fait part au président Bush des conclusions du groupe d'experts présidé par l'ancien ministre libéral John Manley sur la mission militaire canadienne en Afghanistan, notamment des demandes du Canada à l'OTAN.

Le gouvernement conservateur, en accord avec le rapport Manley, exige de l'OTAN un renfort de 1000 soldats dans la région de Kandahar ainsi que de l'équipement de combat supplémentaire, notamment des drones et des hélicoptères.

M. Harper a précisé au président des États-Unis qu'il avait accepté publiquement les recommandations du groupe d'experts dans leur ensemble. Il a aussi signalé à M. Bush que le Canada ne prolongerait pas sa mission en Afghanistan si les conditions posées à l'OTAN n'étaient pas acceptées par l'organisation.

Le premier ministre canadien a conclu son appel, selon son attaché de presse Dimitri Soudas, en disant qu'il discutera de la réponse du gouvernement avec les leaders des pays de l'Alliance et les autres intervenants clés au cours des semaines à venir.

Au même moment, l'OTAN réagissait favorablement aux demandes canadiennes par la voix de son porte-parole, James Appathurai.

« Les Canadiens ont fait clairement savoir qu'ils souhaitaient un renfort de 1000 soldats ainsi que des drones et des hélicoptères, a déclaré M. Appathurai. Cela fait longtemps que l'OTAN réclame ce matériel, sans restriction géographique d'emploi. L'OTAN continue d'y travailler. »

C'est lundi dernier que le premier ministre Harper prévenait l'organisation atlantique que le Canada retirerait ses 2500



Stephen Harper a signalé à George Bush que le Canada ne prolongerait pas sa mission en Afghanistan si les conditions posées à l'OTAN n'étaient pas acceptées par l'organisation.

PHOTO FRED CHARTRAND, LA PRESSE CANADIENNE

soldats en février 2009 si l'alliance ne répondait pas favorablement à ses demandes.

« L'OTAN juge très importante et précieuse la contribution du Canada dans la région de Kandahar. Nous espérons que le Canada trouvera le moyen de prolonger sa mission. Ce qui bien sûr relève du gouvernement et du Parlement canadien », a encore déclaré M. Appathurai.

« Les efforts de M. Harper en vue de parvenir à cette prolongation avec la collaboration des alliés de l'OTAN sont appréciés de l'alliance », a-t-il ajouté. « La question

sera certainement soulevée lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN les 6 et 7 février à Vilnius », a encore estimé le porte-parole de l'OTAN. »

L'appel du premier ministre au président Bush est le coup d'envoi de la campagne diplomatique que M. Harper a annoncée afin d'obtenir le soutien de ses alliés avant le sommet de l'OTAN de Bucarest en avril.

Layton dit non

Par ailleurs, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton,

s'est encore élevé publiquement, hier soir lors d'un discours à l'Université d'Ottawa, contre la mission de combat canadienne en Afghanistan.

M. Layton a affirmé que l'approche canadienne n'a pas atteint son objectif de créer « les conditions nécessaires pour la sécurité et la stabilité » et pour l'amélioration de la vie des Afghans.

M. Layton estime qu'il faut plutôt miser sur « un processus de paix » qui passe par la négociation et les voies diplomatiques. M. Layton a d'ailleurs tendu la main

au chef libéral, Stéphane Dion, afin qu'il souscrive à l'approche néo-démocrate et non à celle du gouvernement Harper.

M. Layton croit que l'OTAN n'a pas la capacité de faire la différence en Afghanistan et qu'il faut plutôt confier la pacification du pays à l'ONU. Le chef du NPD demande ainsi le retrait immédiat des Forces armées canadiennes de Kandahar.

« Le chemin vers la paix nécessite une approche politique, non pas militaire », croit-il. Avec l'Agence France-Presse.

GRANDE VENTE de PIANOS 2008

RISTOURNE DES MANUFACTURIERS



système PianoDisc - ristourne \$1000**

PIANOS À QUEUE - KAWAI - STEIGERMAN - HEINTZMAN - AUGUST HOFFMAN - etc. - RISTOURNE JUSQU'À \$5000**



PIANOS DROIT - KAWAI - STEIGERMAN - HEINTZMAN - AUGUST HOFFMAN - etc. - RISTOURNE JUSQU'À \$3000**



PIANOS NUMÉRIQUES - CLAVINOVA de Yamaha - KAWAI - KETRON - etc. - RISTOURNE JUSQU'À \$500**



PIANOS PORTATIFS - YAMAHA - KORG - KAWAI - KETRON - ROLAND - etc. - RISTOURNE JUSQU'À \$250**

** PROMOTION VALIDE JUSQU'AU 17 FÉVRIER 2008
SUR PIANOS EN MAGASIN SEULEMENT
détails en magasin

Accord D
Desjardins

VENTE - LOCATION - ÉCHANGES - SERVICE - ÉCOLE

Centre Musical

ITALMELODIE INC.

Montréal: 274 Jean Talon Est (514) 273-3224
Laval: 3354 St-Martin Ouest (450) 681-4131
www.italmelodie.com

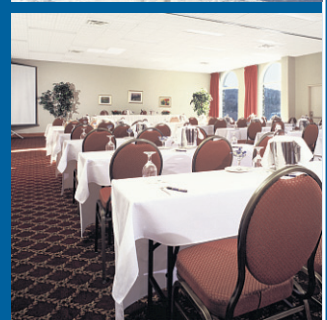
Jean-Talon
marché
Jean-Talon

Coup de coeur assuré



- ◆ 220 chambres et suites
- ◆ 17 salles de réunion
- ◆ Ski alpin et ski de fond, patin sur le lac, traîneau à chien, raquette
- ◆ Piscine intérieure et spa
- ◆ Restaurant *Tre Monti* fine cuisine italienne

Voir tous nos forfaits sur
www.lechantecler.com



HÔTEL
LE CHANTECLER
1-888-916-1616
www.lechantecler.com

Autoroute 15 Nord, sortie 67, Sainte-Adèle

ACTUALITÉS

Accusé du meurtre de sa femme et de ses quatre enfants

Veillette blâme sa femme pour l'incendie

MARTIN CROTEAU

Accusé du meurtre de sa femme et de ses quatre enfants, le Québécois Michel Veillette affirme ne pas être responsable de l'incendie qui a fauché sa famille à Mason, en Ohio. Il blâme plutôt sa défunte conjointe, Nadya Ferrari, dont les funérailles seront célébrées demain.

Dans un entretien téléphonique accordé au *Cincinnati Enquirer*, hier, l'homme de 34 ans a admis avoir poignardé M^{me} Ferrari, le 11 janvier dernier. Il a toutefois précisé que c'est elle qui a mis le feu à la résidence familiale, située rue Brackenvew Court, dans cette banlieue de Cincinnati.

M. Veillette a dit avoir tout fait pour sauver Marguerite, 8 ans, Vincent, 4 ans, ainsi que les jumeaux Mia et Jacob, 2 ans. Mais devant la puissance des flammes, il a été forcé de sauter par la fenêtre.

« J'ai échoué comme père, a-t-il déclaré au quotidien. Je n'ai pas pu protéger mes enfants. Je pardonne à ma femme pour avoir déclenché l'incendie. Je sais qu'elle n'avait pas l'intention de faire mal aux enfants. »

Des problèmes financiers et une prétendue aventure extraconjugale seraient à l'origine d'une violente dispute peu après 20h, le 11 janvier. En entrevue, Michel Veillette a indiqué que la querelle s'est transportée dans la chambre du couple, où il aurait dit à sa femme qu'il la quittait et partait avec les quatre enfants.

« C'est elle qui a foncé sur moi, a-t-il indiqué. C'était elle ou moi. »

Cette version des faits contredit celle que Veillette a donnée aux policiers de Mason dans les heures qui ont suivi le drame, alors qu'il était toujours à l'hôpital de l'Université de Cincinnati. Les policiers ont déclaré au tribunal qu'il a pris un bidon d'essence, mis le feu à la maison et essayé



Un lieu de recueillement a été improvisé devant la maison de Michel Veillette où ses quatre enfants et sa femme ont trouvé la mort. Le Québécois a affirmé aux policiers avoir mis le feu avant de tenter de sauver les enfants. Interrogé par *The Cincinnati Inquirer*, l'accusé jette maintenant la responsabilité à sa femme.

de sauver les enfants. L'accusé a affirmé que les policiers lui

Cette version des faits contredit celle que Veillette a donnée aux policiers de Mason dans les heures qui ont suivi le drame.

ont soutiré cette confession pendant qu'il était sous l'effet de analgésiques.

Le Montréalais d'origine, installé aux États-Unis depuis

1997, demeure derrière les barreaux dans la prison du comté de Warren. Il y demeurera jus-

qu'à son procès, qui débutera dès la fin de l'enquête policière. Des inspecteurs rencontreront la famille des victimes après le service funéraire, qui sera célébré demain à Laval.

Jointe à son domicile de Saint-Lin-Laurentides, la mère de l'accusé, Louise Dufault, espère que les tribunaux américains tiendront compte de ces nouvelles

révélation. « Chose certaine, a-t-elle dit, ce n'est pas un meurtre prémédité. »

Mais la procureure du comté de Warren, Rachel Hutzel, reste sceptique. « Ce sont des commentaires auxquels je m'attendrais d'un défendeur », a-t-elle résumé lors d'un entretien téléphonique.

S'il est déclaré coupable, Michel Veillette est passible de la peine de mort.

Avec le *Cincinnati Enquirer*



Françoise Bertrand
Présidente et Directrice générale
Fédération des chambres de
commerce du Québec

La communication à un niveau personnel, corporatif et mondial est dorénavant essentielle à un succès en affaires.

MONTRÉAL - LE 22 FÉVRIER 2008

Françoise Bertrand a consacré sa vie entière à ce concept. Tout d'abord journaliste à Radio-Canada, elle a fait fructifier son talent avec les mots dans des postes de plus en plus prestigieux. Commencant avec le Québec, elle a intégré sa vision des communications au Canada, ainsi que partout dans le monde. Cette vision s'est même étendue dans le cyberspace lorsque, sous sa direction en tant que Présidente de CRTC, l'échange téléphonique local a été ouvert à la concurrence et l'Internet rendu exempt de règlements indépendants. Une pragmatiste qui ose rêver grand, Mme Bertrand a un message de valeur à nous offrir.

Inspirez-vous à l'heure du lunch!

Pour vous enregistrer ou pour plus de renseignements sur les midi-conférences, appelez au 514-521-8700.

Visitez notre site au www.womenofinfluence.ca.

Commanditaire média

LA PRESSE

Deloitte
Sansons Bélair/Deloitte & Touche

Bell

IBM

Queens School Business

BIRKS
with TAGHeuer

CHUBB
INSURANCE

OSLER
Osler, Hoskin & Harcourt LLP

THE GLOBE AND MAIL

Canadian Business

The Shopping Channel
SHOPPING JUST FOR YOU™

Réseau des femmes d'affaires du Québec inc.

Québec hausse l'immigration sans offrir davantage de cours de français

QUÉBEC

suite de la page A1

Les données publiées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) démontrent que les besoins sont plus importants que jamais. Des 44 686 immigrants admis au Québec en 2006, 8789 (19,7%) connaissaient l'anglais, mais ignoraient le français. Ils étaient beaucoup moins nombreux en 2002, c'est-à-dire 5954. Cette catégorie d'immigrants a gonflé de 47% en quelques années seulement.

De plus, 10 102 immigrants (22% de l'ensemble des admissions en 2006) ne connaissaient ni l'une ni l'autre des deux langues officielles du Canada. Mais cette catégorie est de moins en moins imposante.

Le nombre de nouveaux arrivants qui connaissaient le français (mais pas

« Il y a tout lieu de croire que ces besoins vont continuer d'augmenter au cours des prochaines années. »

l'anglais) au moment de leur admission a, lui, à peine augmenté. En 2006, ils étaient 10 696 (23,9% de tous les immigrants admis), par rapport à 9183 en 2002.

Le Québec accueille davantage d'immigrants qui connaissent à la fois le français et l'anglais. Leur nombre a grimpé de 62% depuis cinq ans pour atteindre 15 099 en 2006. C'est 33,8% de tous les immigrants admis cette année-là.

Des cours en demande

Québec se félicite que la proportion d'immigrants « connaissant le français » soit en hausse et atteigne maintenant 57,7%. Mais cette statistique doit être analysée avec prudence. Elle regroupe autant des immigrants qui ont une connaissance très élémentaire du français que ceux qui maîtrisent bien cette langue. Notons toutefois qu'au moment de la sélection des immigrants – du moins pour ce qui est des travailleurs qualifiés – plus un candidat maîtrise le français, plus il a de chances d'être accepté.

« On ne peut pas dire que les immigrants qui ont une connaissance du français n'ont pas besoin de cours », confirme le porte-parole du MICC, Claude Fradette.

Les cours de français sont justement en demande. Parmi tous les immigrants qui ont entrepris un cours à temps complet en 2006, 4467 (76%) ont pu le faire trois mois après avoir déposé une demande de formation, c'est-à-dire à l'intérieur du délai que s'est imposé le Ministère. Les autres (24%) ont dû s'inscrire sur une liste d'attente. Depuis deux ans, les délais sont moins longs, car « il y a plus de classes de français qu'avant », estime Claude Fradette. Il n'en demeure pas moins que le nombre d'immigrants inscrits aux cours n'a à peu près pas changé.

Dans plusieurs documents officiels, le gouvernement Charest reconnaît pourtant que les besoins en matière de francisation sont en hausse. « Le nombre de personnes ne connaissant pas le français s'accroît depuis plusieurs années en raison de l'augmentation du volume total d'immigration. Cette situation provoque une demande accrue de services de francisation », peut-on lire dans le plan stratégique 2005-2008 en matière d'immigration.

« Il y a tout lieu de croire que ces besoins vont continuer d'augmenter au cours des prochaines années », indique le document de consultation sur la planification de l'immigration 2008-2010.

« Les bassins de sélection d'immigrants francophones étant limités, il pourrait s'avérer difficile de continuer d'accroître la proportion d'immigrants connaissant le français. Par ailleurs, quantité d'immigrants considérés comme connaissant le français au moment de leur sélection n'auront pas acquis le niveau de maîtrise de la langue requis par leur profession. Toute augmentation des volumes globaux d'admissions entraînera en outre une hausse de la demande. »

Investissements supplémentaires

L'automne dernier, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, a indiqué que le gouvernement veut accueillir 49 000 immigrants en 2008 et jusqu'à 55 000 en 2010. Elle n'a toutefois pas annoncé des investissements supplémentaires dans la francisation des nouveaux arrivants.

Québec alloue 51 millions de dollars à la francisation cette année. En 2003, il avait accordé 45 millions à cette fin. La hausse du budget a permis de réduire les délais d'attente, surtout à Montréal où les listes s'allongeaient.

Les cours de français sont donnés dans des cégeps, des universités et des organismes communautaires. Les étudiants inscrits à temps complet peuvent, à certaines conditions, toucher une allocation financière du MICC.

CERTIFICATS DE SÉCURITÉ

Charkaoui et Harkat entendus en Cour suprême

LAURA-JULIE PERREAULT

Les controversés certificats de sécurité, jugés inconditionnels en février dernier, refont surface aujourd'hui en Cour suprême. Deux causes seront entendues ce matin dans l'édifice de la rue Wellington, à Ottawa, abritant le plus haut tribunal du pays.

À 9h, le Montréalais Adil Charkaoui tentera de convaincre les magistrats de la Cour suprême que les procédures entamées contre lui par le gouvernement canadien doivent être abandonnées parce que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a bafoué ses droits, notamment en détruisant des documents et des enregistrements le concernant. M. Charkaoui, que le Canada soupçonne de liens avec le réseau Al-Qaeda, estime qu'il ne peut, dans ces circonstances, avoir accès à une défense pleine et entière.

À 9h30, Mohamed Harkat sera lui aussi rue Wellington. L'homme d'origine algérienne, mis en liberté sous conditions en mai 2006, a été arrêté mercredi alors qu'il prenait sa douche dans son domicile de la région d'Ottawa. L'Agence des services frontaliers affirme qu'il a violé ses conditions de mise en liberté. M. Harkat contestera cette décision devant la Cour fédérale.

EN BREF

Un jeune homme accusé de leurrer des enfants par internet

Un homme de 24 ans, Daniel Perreault, a comparu hier au palais de justice de Valleyfield pour répondre à deux accusations de leurrer d'enfant. En outre, l'ordinateur saisi chez lui dans le secteur Maple Grove, à Beauharnois, a donné lieu à des accusations de possession et de distribution de pornographie juvénile. L'accusé aurait utilisé l'internet pour contacter de jeunes mineurs dans un but sexuel. L'arrestation a fait suite à une plainte de parents sur le territoire desservi par la Régie intermunicipale de Richelieu-Saint-Laurent. Les spécialistes de cybercriminalité de la Sûreté du Québec ont participé à l'arrestation.

- Charles Côté

Un sans-abri jugé pour le meurtre d'un cycliste



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Le procès devant jury de Joseph Roy Martin, 33 ans, accusé du meurtre non prémédité d'un cycliste, a commencé, hier, au palais de justice de Montréal. La victime, Alain Lachapelle, a reçu un seul coup de couteau, qui s'est avéré mortel, le 23 août 2006. Dans son exposé d'ouverture, hier, la procureure de la Couronne a relaté les événements marquants de cette journée fatidique. Le matin, Joseph Roy Martin, sans-abri, s'est querellé avec sa petite amie, alors qu'ils se trouvaient au parc Jean-Drapeau. Il lui a donné un coup au visage. Plus tard dans la journée, vers 18h30, Roy Martin se retrouve au parc situé à l'angle du boulevard De Maisonneuve et de la rue Saint-Urbain. Il demande à des gens s'ils ont vu sa petite amie. Il est agressif, frappe une femme au visage et la menace d'un couteau. Au même moment, Alain Lachapelle, qui passe par là à bicyclette, s'en prend verbalement à l'accusé, pour qu'il cesse d'importuner la femme, puis il poursuit son chemin. Roy Martin part derrière lui et lui assène un coup de couteau à l'abdomen. Lachapelle s'écroule et meurt avant même d'être arrivé à l'Hôpital général de Montréal. Le procès présidé par le juge Jean-François Buffoni se poursuit aujourd'hui. - Christiane Desjardins

Une majorité de Canadiens croient que les casinos virtuels sont légaux

TRISTAN PÉLOQUIN

La loi est claire: participer à des jeux de hasard en ligne est interdit au Canada. Pourtant, 73% des Canadiens continuent de croire, à tort, qu'il est tout à fait légal de parier sur un des 40 000 casinos virtuels dissimulés sur la Toile, révèle un sondage Ipsos Reid.

Aux États-Unis, où les sites de jeux d'argent sont également prohibés, ce sont 55% des répondants qui ont cette perception erronée des casinos virtuels, indique le sondage. Là-bas, en vertu d'une loi adoptée par le Congrès l'an dernier, les cartes de crédit sont inutilisables sur la plupart des sites de paris. Aucune mesure semblable n'existe ici. «C'est très certainement ce qui

explique l'écart de perception entre les Américains et les Canadiens», estime Isabelle Martin, du Centre d'étude sur le jeu et les comportements à risque chez les jeunes de l'Université McGill.

L'enquête d'Ipsos démontre par ailleurs que ce sont les

programmes de sensibilisation à la Maison Jean-Lapointe. «Notre clientèle, qui est de plus en plus nombreuse à jouer sur ces sites, se montre toujours étonnée lorsqu'on leur annonce que c'est illégal. Par contre, une fois qu'ils en sont conscients, ça ne change pas grand-chose; ils

pour sa part que les publicités diffusées à la télé vantant les sites de poker en ligne ajoutent à la confusion. Plusieurs sites comme Party Poker et Absolute Poker s'annoncent comme étant des écoles de poker dans lesquelles aucune somme d'argent ne peut être pariée, ce qui leur permet d'éviter les problèmes judiciaires. Toutefois, une fois sur le «site-école», les joueurs peuvent facilement accéder au véritable site de jeu grâce à un lien bien en évidence.

Le sondage a été effectué entre le 3 et le 8 janvier, auprès de 1247 Canadiens et 1403 Américains. Sa marge d'erreur est de 2,78 et 2,62 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Le porte-parole de Loto-Québec, Jean-Pierre Roy, croit que les publicités diffusées à la télé vantant les sites de poker en ligne ajoutent à la confusion.

jeunes qui ont le plus tendance à se tromper au sujet de la légalité des casinos en ligne.

Ces résultats ne surprennent absolument pas Anne Elizabeth Lapointe, responsable des

savent que de toute façon, il n'y aura pas d'escouade policière qui va débarquer dans leur salon pour les arrêter», note-t-elle.

Le porte-parole de Loto-Québec, Jean-Pierre Roy, croit

ÉVÈNEMENT ANNUEL « PRISE EN MAIN »

50% de rabais

TOUTES les poignées Winn, Golf Pride et Lamkin à

Mise au point printanière - 39,99

- Vérification de l'angle au sol et de l'angle d'ouverture des fers et ajustement des angles au sol ou d'ouverture qui ne correspondent pas à l'ensemble.
- Ajustement des poignées et recommandation de la taille appropriée.
- Inspection de l'état des tiges (aucune bosse ou fissure, exemptes de corrosion)
- Inspection de l'état des ferrules (solidement fixées, sans fente ou fissure)
- Nettoyage approfondi des bâtons

sur le prix courant*

Ajoutez seulement 1 \$ par poignée pour l'installation

TOUTES LES TIGES

True Temper, Grafalloy, UST, Aldila et Fujikura

INSTALLATION COMPRISE

20% de rabais*

Golf Town est un détaillant autorisé de la DIVISION DES TIGES MITSUBISHI RAYON / GRAPHITE

*TOUS LES RABAIS INDICQUÉS S'APPLIQUENT SUR LES PRIX COURANTS DE GOLF TOWN; ARTICLES EN STOCK SEULEMENT. OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE QUI SE TERMINE LE 29 FÉVRIER 2008.

Pour connaître l'emplacement du magasin le plus près de chez vous, visitez www.golftown.com

PRIMAIRES AMÉRICAINES

McCain a le vent dans les voiles



ALEXANDRE SIROIS
ANALYSE

TAMPA, FLORIDE — « Comment vous sentez-vous, monsieur le président ? »

C'est ce qu'un des partisans de John McCain a hurlé mardi soir à Miami, dans la salle de bal de l'hôtel Hilton où le candidat républicain avait réuni ses fidèles pour célébrer son triomphe.

La question n'était pas fortuite. En remportant les primaires de la Floride de façon décisive, le sénateur de l'Arizona a fait un pas important vers la Maison-Blanche. Il est incontestablement devenu le favori de la course à l'investiture de son parti.

Tout porte à croire qu'il pourra se servir de sa victoire comme d'un tremplin et éliminer son plus sérieux rival, Mitt Romney, le 5 février prochain. Ce jour-là, le traditionnel Super Mardi, plus de 20 États se prononceront simultanément.

McCain a plusieurs raisons de se réjouir. Il a quitté la Floride avec une crédibilité renouvelée.

Il a triomphé dans cet État même si l'économie était la préoccupation principale des électeurs. Selon les sondages effectués à la sortie des bureaux de scrutin, 40 % des républicains ayant fait de l'économie leur priorité ont voté pour McCain, contre 32 % pour Romney.

Une véritable surprise. Car Romney, ancien homme d'affaires, était jusqu'ici considéré comme le candidat qui saurait le plus tirer profit – politiquement – du ralentissement économique.

Un vrai conservateur?

Il y a plus. C'était, pour McCain, une première victoire lors de primaires dites « fermées ».



Le gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger, et l'ancienne première dame des États-Unis, Nancy Reagan, ont assisté hier au débat des républicains en Californie. Schwarzenegger doit annoncer aujourd'hui son appui à John McCain.

C'est-à-dire que seuls les républicains pouvaient voter pour les candidats de leur parti. Les indépendants, qui ont contribué aux victoires précédentes du sénateur de l'Arizona, n'avaient pas le droit de se prononcer.

Est-ce dire que la course est d'ores et déjà terminée chez les républicains? Peut-être pas.

Le talon d'Achille de McCain: il continue à irriter profondément bon nombre des membres les plus conservateurs de son parti.

Et ses détracteurs font de plus en plus de bruit. L'un d'eux, l'animateur de radio Rush Limbaugh, mène une véritable campagne anti-McCain dans le cadre de sa populaire émission quotidienne.

« Il n'est pas le choix des conservateurs », a-t-il lancé hier au sujet du sénateur, redoublant d'efforts pour le discréditer.

Arnold pour McCain

Il reste donc une semaine à Romney pour rallier ces

conservateurs purs et durs. Ce qu'il pourrait entre autres faire à l'aide de sa fortune personnelle. Il a déjà puisé quelque 30 millions de son compte de banque pour financer sa campagne et pourrait en extraire encore plus.

Le hic, c'est qu'une partie de ces républicains peuvent encore voter pour l'ancien pasteur Mike Huckabee, qui se présente lui aussi comme la solution de rechange à McCain pour les conservateurs. Des votes en moins

pour Romney, donc. Et force est d'admettre que McCain a plus que jamais le vent dans les voiles. L'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, lui a offert son soutien, hier. Plus important encore, le gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger, fera de même aujourd'hui.

L'appui de ces ténors républicains devrait aider McCain à convaincre ceux qui ruent actuellement dans les brancards de rentrer dans le rang. Pour le bien du parti.



PHOTO MATTHEW HINTON, AGENCE FRANCE-PRESSE

L'ancien sénateur démocrate John Edwards a annoncé son retrait de la course à l'investiture là où il l'avait commencée: dans un quartier déshérité de La Nouvelle-Orléans, en Louisiane.

John Edwards se retire de la course

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — L'ancien sénateur démocrate John Edwards a annoncé officiellement hier son retrait de la course à l'investiture démocrate.

« Il est temps pour moi de me retirer », a dit M. Edwards précisant qu'il avait parlé avec Hillary Clinton et Barack Obama et que les deux candidats démocrates encore en lice lui avaient promis de faire de la lutte contre la pauvreté le thème central de leur campagne.

M. Edwards a annoncé son retrait de la course là où il l'avait commencée: dans un quartier déshérité de La Nouvelle-Orléans (Louisiane) qui porte toujours les stigmates de l'ouragan Katrina survenu en 2005.

Petit Poucet du camp démocrate face aux deux favoris, Hillary Clinton et Barack Obama, M. Edwards, 54 ans, n'a pas réussi à faire mieux que second dans les caucus de l'Iowa. Dans toutes les autres consultations, il a terminé à

la troisième place, assez loin de ses deux rivaux.

Avocat des classes moyennes sacrifiées, selon lui, au profit des milieux d'affaires qui dictent leur loi à Washington, M. Edwards avait considérablement durci son discours depuis sa campagne « optimiste, positive » de 2004. Ce discours séduisant lui avait permis de figurer sur le « ticket » de John Kerry comme candidat à la vice-présidence des États-Unis. Son ancien « colistier » John Kerry a rejoint le camp Obama.

Durant toute sa campagne de 2008, de l'Iowa à la Caroline-du-Sud, M. Edwards a dénoncé l'avidité et la puissance « arrogante » des milieux d'affaires qui, selon lui, ruinent les classes moyennes.

Certains de ses thèmes ont été repris par M^{me} Clinton et M. Obama notamment sur la « honte » que représente l'existence de 47 millions de personnes sans couverture maladie ou des 200 000 anciens combattants qui vivent dans la rue.

Récalcitrants aux mesures antitabac à Mexico

NATHAËLLE MORISSETTE

MEXICO — « Le Mexique est un pays de fumeurs, lance sans détour Renata, gérante de la Cantina de la Guadalupea, restaurant d'un quartier branché de Mexico. Imaginez un homme qui sort dans un bar de danseuses sans pouvoir allumer une cigarette, c'est impossible ! »

Voilà sa réplique à la nouvelle loi qui oblige les propriétaires de bars et de restaurants de la ville à aménager des zones pour les fumeurs et les non-fumeurs. Farouchement opposée à cette mesure, elle la juge discriminatoire.

« C'est comme si on divisait les gens en deux groupes que l'on sépare chacun de leur côté », poursuit-elle tout en fumant tranquillement sa cigarette, assise à une table de son établissement.

La gérante de la cantina de la Guadalupea n'est pas seule à tenir ces discours. En vigueur depuis le 15 janvier, la loi, mise en place par

la Ville de Mexico, provoque tout un mouvement de résistance du côté des fumeurs et des propriétaires de restaurants qui craignent de perdre des clients.

En vertu de cette nouvelle législation, tous les bars et les restaurants du district fédéral ont jusqu'en juin pour aménager des endroits pour les fumeurs et les non-fumeurs. Les sections doivent être séparées par une cloison. De plus, les gens âgés de moins de 18 ans, ne pourront s'asseoir dans les zones réservées aux fumeurs.

« Sur le fond, nous sommes d'accord, admet Daniel Loeza, vice-président de La Camara nacional de la industria restaurantera, une association qui représente quelque 35 000 restaurants. Personne ne peut être contre la santé et le bien-être. »

Conscient de l'importance d'inciter les gens à cesser de fumer, il estime toutefois que ce rôle n'incombe pas aux restaurateurs.

M. Loeza trouve également que les amendes imposées sont exagérément élevées. Un fumeur qui allume sa cigarette dans une section d'un restaurant où cela est interdit devra déboursier jusqu'à 5000\$. Et l'établissement en question risque de recevoir une amende allant jusqu'à 50 000\$. Par comparaison, une personne se faisant surprendre à fumer de la marijuana recevra une peine de 150\$.

Loi inefficace?

« Je crois que le gouvernement devrait plutôt mettre en place une campagne de sensibilisation auprès des jeunes pour les informer des méfaits de la cigarette », ajoute-t-il tout en avouant être lui-même fumeur.

Ainsi, il juge la nouvelle loi inefficace. « Même si les restaurants aménagent des sections bien spécifiques, la fumée peut se répandre partout », dit-il. M. Loeza souligne également que près de 93 % des

restaurants de la capitale sont petits. L'espace restreint ne permet donc pas, selon lui, d'offrir à la clientèle des espaces réservés aux fumeurs et aux non-fumeurs.

Résultat: certains établissements sont devenus depuis plus d'une semaine totalement non-fumeurs. C'est le cas de La Casa de los tacos, située à Coyoacan, quartier de Mexico où l'on retrouve de nombreux cafés et restaurants. Devant la complexité et les coûts des rénovations qu'il aurait dû faire pour respecter la loi, le propriétaire a tout simplement décidé d'interdire la cigarette dans son restaurant, a confirmé un employé lors du passage de *La Presse*.

À quelques rues de là, Raphaël, gérant du restaurant de cuisine uruguayenne Entre verde, caresse également ce projet. Contrairement à beaucoup de ses confrères, il se dit en faveur de la nouvelle loi. Depuis son entrée en

vigueur, les huit tables situées à l'intérieur sont réservées aux non-fumeurs. Pour fumer, les clients doivent manger sur la terrasse. « Mais je pense que tout le restaurant va un jour devenir exempt de fumée », confie-t-il.

S'il fait face au mécontentement de certains clients, Raphaël se dit confiant de voir les gens s'habituer au nouveau règlement. Mais Daniel Loeza ne partage pas cet avis. « Tout le monde à des droits, rappelle-t-il, les fumeurs aussi. »

TABAGISME

- > On compte 14 millions de fumeurs au Mexique.
- > 26 % de la population âgée de 15 ans et plus fume.
- > 53 000 personnes meurent chaque année à la suite de maladies causées par la cigarette.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

La guerre du Liban de 2006

Un « ratage », constate le rapport d'enquête israélien

STÉPHANE AMAR
COLLABORATION SPÉCIALE

JÉRUSALEM — Le juge Eliahu Winograd ne paie pas de mine. Menu, le front largement dégarni, il égrène les conclusions de son rapport sur un ton calme et monocorde. Mais le réquisitoire n'en est pas moins implacable.

La deuxième guerre du Liban a été « une opportunité manquée », « un ratage », « une guerre déclenchée sans aucune stratégie définie », constate le rapport de plus de 600 pages. Et puis ce douloureux constat d'évidence: « La guerre n'a pas atteint ses objectifs. »

Dix-huit mois d'investigations poussées et des dizaines d'auditions auront été nécessaires aux cinq membres de la commission Winograd pour analyser les raisons de l'échec de l'armée israélienne lors de l'intervention de l'été 2006.

Déclenchée le 12 juillet, la guerre avait d'abord pour but de ramener les deux soldats israéliens enlevés à la frontière libanaise. À ce jour, ils sont toujours détenus par le Hezbollah, peut-être même morts.

Pire: la prestigieuse armée israélienne a été incapable de faire cesser les tirs de roquettes Katyoucha sur la Galilée, au nord d'Israël. « Une organisation paramilitaire a résisté durant des semaines à l'armée la plus puissante du Moyen-Orient », déplore le juge Winograd.

« Aujourd'hui, Olmert entre dans l'histoire comme le plus désastreux des dirigeants israéliens », a asséné le député nationaliste Arié Eldad, dès la publication du rapport.

« La commission Winograd a placé clairement la responsabilité sur l'échelon politique, dont le premier ministre est à la tête. Il doit prendre ses responsabilités et démissionner », a estimé le Likoud, principal parti de l'opposition, dans un communiqué.

Nuance

Le rapport, en réalité, est plus nuancé sur le rôle d'Ehoud Olmert.



PHOTO D'ARCHIVES AFP

Des soldats israéliens rentrent au pays après une dernière offensive au Liban en août 2006 : « Une guerre déclenchée sans aucune stratégie définie », constate le rapport d'enquête Winograd.

Tout en lui reprochant son indécision, les membres de la commission Winograd lui reconnaissent d'avoir servi les intérêts d'Israël avec « sincérité ». Surtout, ils estiment que sa décision, très controversée, de lancer une vaste offensive terrestre dans les dernières heures du conflit était justifiée. Et critiquent plutôt « la manière dont les opérations étaient conduites sur le terrain ».

Très sévère envers le commandement militaire, le rapport se révèle plus clément que prévu pour Ehoud Olmert. « Les tentatives irresponsables de l'opposition de descendre personnellement le premier ministre sont arrivés à leur terme », s'est félicité Eli Afalo, député de Kadima, le parti d'Olmert.

Mais ni l'opposition parlementaire, ni les associations de réserves engagées dans une croisade contre le premier ministre n'ont l'intention de relâcher la pression.

Un sondage réalisé après la publication du rapport et révélant que 56 % des Israéliens souhaitent la démission d'Ehoud Olmert a renforcé leur détermination.

Ils fondent tous leurs espoirs sur une démission d'Ehoud Barak, ministre travailliste de la Défense et principal pilier de la coalition au pouvoir. Dès hier soir et sous une pluie battante, une manifestation s'est tenue devant ses bureaux à Tel-Aviv pour réclamer son départ. Si les lieutenants de Barak ont indiqué qu'il ne pouvait pas « ignorer les échecs dénoncés dans le rapport Winograd », le principal intéressé s'est refusé pour l'heure à tout commentaire.

À l'inverse, le Hezbollah a immédiatement réagi aux conclusions de la commission.

« Ce rapport confirme ce que le Hezbollah sait depuis longtemps: Israël a complètement échoué à atteindre ses objectifs et l'armée israélienne a subi une grave défaite », s'est félicité un porte-parole de la milice chiite.

LES VICTIMES

Quelque 1160 personnes ont perdu la vie durant l'offensive israélienne contre le Hezbollah libanais, en juillet et août 2006. Parmi les victimes, on compte un millier de Libanais.

La « récession irakienne » de Bush



JOONEED KHAN
ANALYSE

Le discours de George W. Bush sur l'état de l'Union, lundi, a réactualisé la guerre en Irak, qui avait disparu des manchettes après l'escalade de 2007 et la médiatisation de sa réussite apparente.

Bush s'est félicité de cette « réussite », mais a affirmé qu'« Al-Qaeda n'est pas encore battu » et que de « durs combats sont à venir », concluant qu'une retraite « prématurée » menacerait « la transition vers la nouvelle phase de notre stratégie ».

La démocrate Nancy Pelosi, présidente de la Chambre, a aussitôt lancé que Bush « montre une fois de plus qu'il est déconnecté de la réalité ». Les renforts de 22 000 soldats visaient à permettre aux Irakiens de forger une réconciliation politique, « ce qu'ils n'ont pas réussi à faire », a-t-elle dit.

Le sénateur Barack Obama, aspirant présidentiel démocrate, a renversé la logique de Bush en affirmant que « la seule manière » d'obtenir que les Irakiens prennent leur sort en main, « c'est de commencer le retrait de nos troupes ».

Dur débat public

Le débat public sur l'Irak a repris, plus dur qu'avant, aux États-Unis: la Maison-Blanche a indiqué qu'il n'y aurait peut-être pas d'autres retraits après celui de 20 000 hommes

Alors que Bush semble décidé à laisser la guerre d'Irak en héritage, des analystes disent que l'armée n'a pas les moyens d'une occupation prolongée, qui coûte 11 milliards par semaine.

promis pour l'été, et Bush a signé une loi sur le budget de la défense en se réservant le droit d'en ignorer une clause qui interdit de financer des bases permanentes en Irak.

De plus, selon le Pentagone, l'administration va demander au Congrès une « première partie » de 70 milliards de dollars pour

l'Irak et l'Afghanistan en 2009. Bush a déjà demandé au Congrès 196,4 milliards pour ces deux guerres en 2008.

« Beaucoup se demandent si la récession qui pointe ne découle pas de la guerre d'Irak, et certains l'ont baptisée 'la récession irakienne' », écrit San Stein, du *Huffington Post*.

Bush miserait-il sur l'Irak pour surmonter la récession? La hausse de la production de pétrole et la flambée des cours vont fournir à l'Irak une manne budgétaire, note

perles en cinq ans approchent des 4000 GI tués et 28 000 blessés.

Côté irakien, souligne le journal *Shebab Al Iraq*, « c'est la destruction du pays, qui mettra des siècles à se rebâtir ». Plus d'un million d'Irakiens ont péri depuis 2003, affirme une étude de la maison ORB publiée hier à Londres.

Des analystes attribuent la baisse relative de massacres sectaires à la « balkanisation » due aux murs que les GI ont érigés entre communautés, au recours croissant à des drones pour bombarder les insurgés, et au fait qu'un cinquième des Irakiens a fui.

Entre-temps, le gouvernement al Maliki reste divisé, faible et corrompu, le Nord s'est embrasé avec les raids turcs contre les Kurdes et le combat pour le pétrole, les rivalités entre chiites restent vives, les milices sunnites armées par les États-Unis pour « combattre Al-Qaeda » ont leur propre programme – et Britanniques et Australiens ont amorcé leur retrait de la « coalition des volontaires ».

Avec NYT, CNN, MSNBC, BBC, iraqupdates.com, atimes.com, AP, AFP et Reuters

VUE D'AILLEURS



LA CHINE SOUS LA NEIGE

La neige tombée sur le sud de la Chine continuait à paralyser le pays, hier. Le gouvernement a dû avoir recours à l'armée dans les régions les plus touchées par les intempéries et les millions de migrants toujours dans les transports, laissant en rade des millions de voyageurs à une semaine des célébrations du Nouvel An lunaire. Sur cette photo, des travailleurs migrants transportent leurs effets sur une route enneigée à Nanjing, dans la province de Jiangsu.

PHOTO AFP

LE TOUR DU GLOBE

AFGHANISTAN État en faillite ?

L'Afghanistan risque de devenir un « État en faillite si des mesures urgentes ne sont pas prises pour améliorer la sécurité et relancer la reconstruction et la bonne gouvernance », ont prévenu hier des experts états-unis dans deux rapports séparés. L'un est signé par le Conseil atlantique que dirige par l'ancien général James Jones, l'autre émane du « Groupe d'études sur l'Afghanistan » que coprésident le général Jones et Thomas Pickering, ancien ambassadeur à l'ONU. Ils devaient être soumis hier soir au Congrès. – AFP

DANEMARK Vols de la CIA

Le ministre danois des Affaires étrangères va demander des explications aux États-Unis sur de nombreuses escales d'avions de la CIA au Groenland, territoire danois d'outre-mer, révélées hier par un documentaire télévisé. La Centrale de renseignement états-unienne a utilisé secrètement pendant des années l'espace aérien et les aéroports danois comme transit pour ses appareils transportant des suspects de terrorisme, selon l'émission. – AFP

ITALIE Crise politique

La présidence du pays a proposé hier la recherche d'un accord entre les partis sur une réforme électorale avant de retourner aux urnes, mais la décision a été aussitôt rejetée par la droite, et son chef Silvio Berlusconi. Le président Giorgio Napolitano a chargé le président du Sénat, Franco Marini d'examiner « la possibilité d'aboutir à un consensus sur une révision de la loi électorale et d'un soutien à un gouvernement chargé d'une telle réforme ». – AFP

NIGER Bataille de l'uranium

Les rebelles touaregs en lutte contre le gouvernement de Niamey vont lancer une « bataille de l'uranium » en attaquant les mines, dont celles du groupe français Areva, et les convois de minerai, a affirmé le chef de la rébellion, Rhissa Ag Boula. L'ancien ministre qui coordonne les mouvements touaregs indique dans un entretien avec la revue *Nouvel Observateur* que la rébellion n'a pas d'autre choix pour se « faire entendre ». – AFP

PALESTINE Médiation égyptienne

Le président palestinien Mahmoud Abbas a refusé hier un dialogue avec le Hamas alors que l'Égypte a invité au Caire les rivaux palestiniens pour tenter de dénouer la crise à sa frontière avec la bande de Gaza. « Le Hamas doit revenir sur son coup d'État », a déclaré Abbas après une rencontre avec le président Hosni Moubarak. « Les propos du président Abbas confirment qu'il estime que les pourparlers du Caire doivent échouer », a déclaré un porte-parole du mouvement islamiste, Faouzi Barhoum. – AFP

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Des machettes et des roses



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

La conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine s'ouvre à Addis-Abeba, aujourd'hui, sur un fond de scène constitué par la tragédie kényane, qui rappelle à tous de lugubres souvenirs... du Rwanda, en particulier.

Depuis lundi, les envoyés de Nairobi ont tenté de donner un profil bas à la situation prévalant dans leur pays. «Mais les machettes, ça fait peur...», a répliqué un délégué sénégalais.

Des pressions ont aussi été exercées pour que l'UA ne reconnaisse pas le président kenyan «réélu» le 27 décembre, Mwai Kibaki, ce scrutin bancal ayant servi de détonateur aux troubles actuels (le président sera bel et bien reçu, nonobstant les pressions).

Depuis décembre, on compte près de 1000 victimes et 250 000 personnes déplacées. Le différend électoral a en effet attisé les conflits économiques latents et ranimé les haines tribales capables d'enclencher le type de violence qui sévit aujourd'hui. Le risque de génocide ou de nettoyage ethnique est maintenant évoqué. Et on ne prévoit pas que la médiation de l'ex-secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, puisse donner quoi que ce soit à court terme. Quant à Kibaki et au chef de l'opposition, Raila Odinga, ils sont même incapables de s'entendre sur un agenda de médiation!

La situation politique est donc bloquée. Et, de fait, les machettes sont apparues dans les rues.

Que faire, bien sûr, lorsqu'un pays qui apparaissait comme relativement stable et prospère entre aussi brutalement dans une spirale de désintégration?

On sait depuis longtemps qu'il n'existe pas de recette. En y allant de façon encore plus musclée, les forces de sécurité kényanes pourraient être suspectées de se situer du côté de l'ethnie dominante (les Kikuyus, 20% de la population). Dans les cas où elles sont capables d'intervenir en Afrique, avec ou sans les couleurs onusiennes, les nations occidentales sont rarement bien reçues. L'ONU a dépêché son conseiller spécial pour la prévention du génocide, mais se trouve sinon dans la situation de quasi-impuissance que l'on connaît bien...

Il devient de plus en plus évident qu'à terme, il devra appartenir à l'Union africaine de jouer le rôle de policier sur ce continent.

Ainsi, la conférence qui s'ouvre aujourd'hui, et qui va précisément se pencher sur les différents conflits africains, est certainement le lieu idéal pour faire quelques petits pas sur ce chemin extrêmement cahoteux, comme on l'a vu au Darfour. Quant aux pays développés, l'aide qu'ils accordent aux États africains (768 millions au Kenya en 2005) serait certainement plus sûre et efficace si le bras armé de l'UA était davantage assisté: il est en effet sous-équipé, déficient au point de vue logistique et ses militaires sont mal payés - lorsqu'ils le sont.

Entre-temps, on verra une cruelle ironie dans le fait que la production de fleurs coupées, surtout des roses, l'une des principales exportations du Kenya, est compromise par l'insécurité prévalant dans le pays précisément au moment où elle est la plus rentable.

C'est-à-dire à l'approche de la Saint-Valentin.



PHOTO WALTER ASTRADA, AFP

L'étoffe de M. Dumont



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Selon le sondage CROP publié par *La Presse* hier, l'Action démocratique du Québec a glissé à son plus bas niveau d'appuis depuis avant le scrutin de mars dernier. Seulement 24% des Québécois interrogés voteraient pour l'ADQ s'il y avait des élections aujourd'hui; le parti de Mario Dumont perdrait vraisemblablement le statut d'opposition officielle.

Comme tout sondage, il faut interpréter celui-ci avec prudence. N'empêche, toutes les enquêtes faites au cours des derniers mois indiquent un affaiblissement de l'ADQ. Les adéquistes n'ont pas à être découragés par cette tendance - les choses changent tellement vite en politique! Cependant,

Après l'effritement des derniers mois, l'ADQ doit retrouver sa pertinence.

ils doivent se livrer à un sérieux examen de conscience: que s'est-il passé depuis ces élections où, à la surprise de tous, un Québécois sur trois a voté Dumont?

Ces Québécois espéraient que Mario Dumont, qu'ils ont toujours bien aimé, profite de son nouveau statut pour faire la preuve de sa capacité à franchir la prochaine étape, pour démontrer qu'il avait l'étoffe d'un premier ministre. Jusqu'à maintenant, le député de Rivière-du-Loup a échoué le test.

Le manque de rigueur dont ont fait preuve les adéquistes dans plusieurs dossiers a été particulièrement décevant. Abolition des commissions scolaires, intervention de la Caisse de dépôt dans les dossiers d'Alcan et de BCE,

enseignement religieux, immigration, autant de sujets où l'Action démocratique s'est contentée de lancer des pavés dans la mare, sans s'appuyer sur une réflexion approfondie ou mettre de l'avant autre chose qu'un clip conçu pour le journal télévisé.

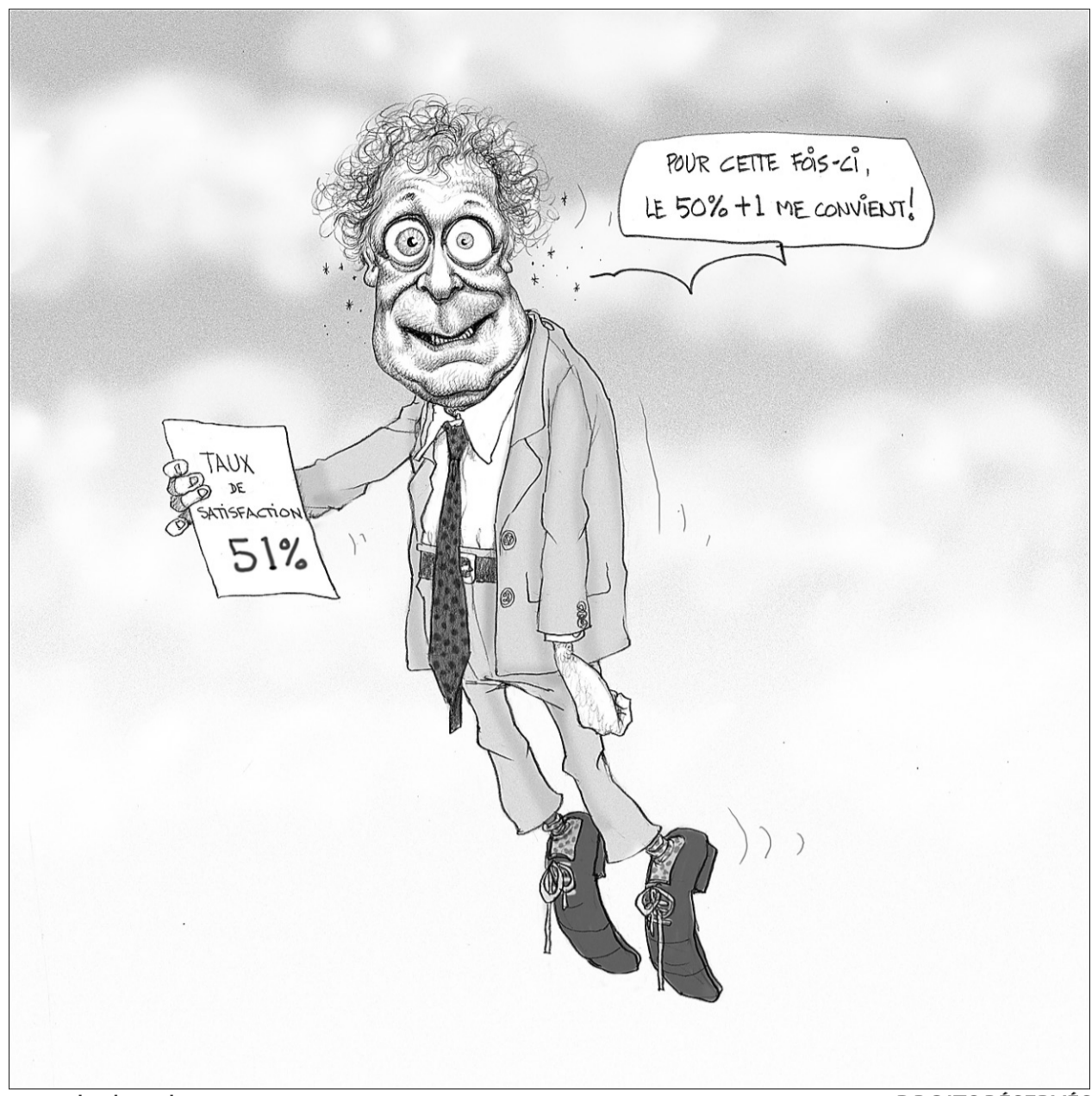
Le contraste avec le Parti québécois est frappant: malgré des moyens plus modestes que ceux de l'opposition officielle, les députés du PQ ont presque toujours paru mieux préparés.

À la suite de la publication de reportages inquiétants sur les francs à Montréal, les péquistes ont refusé de remettre en question la hausse des seuils d'immigration, faisant ainsi preuve de sagesse et d'une juste conscience des intérêts supérieurs du Québec. M. Dumont, au contraire, a plongé tête première dans cette marmite explosive, ignorant les risques d'éclaboussures. Comme s'il était utile d'étirer encore l'élastique de la tolérance de la majorité!

Si l'on en croit les données des sondages, c'est le Parti québécois qui a profité de la chute de l'Action démocratique. La formation de Pauline Marois a repris le terrain de l'identité qu'avait monopolisé Mario Dumont dans les semaines précédant les élections de 2007. Le mal est fait; les adéquistes perdraient leur temps en cherchant à battre le PQ sur ce plan. Il leur faut penser à autre chose, retrouver la pertinence qui fut la leur et qui s'est effritée au cours des derniers mois.

La crise économique qui pointe à l'horizon et le déclin démographique dont les effets commencent à se faire sentir offrent à l'ADQ l'occasion d'apporter à nouveau des contributions originales au débat public. De brasser la cage comme elle l'a fait autrefois sur des sujets aussi cruciaux que la dette et l'organisation du système de santé.

De plus, quels que soient les thèmes privilégiés, Mario Dumont devra s'imposer et exiger de son parti la profondeur et le sens de l'État qui leur ont fait défaut depuis les printemps dernier.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

VERS LA MAISON-BLANCHE

Les fantômes du passé

John Kennedy et Ronald Reagan sont omniprésents dans la course à l'investiture tant des démocrates que des républicains

GIL TROY



L'auteur est professeur d'histoire américaine à l'Université McGill.

Voilà qui est étrange. Il semble que le président George W. Bush ait raté la campagne présidentielle dans son pays. Et les candidats républicains l'ignorent constamment, considérant que sa cote de popularité oscille aux alentours de 27% et que les militants républicains demeurent ébranlés par la série de désastres gracieuseté de Bush.

Entre temps, les candidats démocrates ont mis quelque peu la sourdine sur leurs attaques contre Bush. Barack Obama et Hillary Clinton ne peuvent pas démontrer aux électeurs démocrates ce qui les différencie l'un de l'autre en appuyant trop fortement sur les critiques qu'ils partagent à l'encontre de Bush. Le résultat? Une campagne qui, jusqu'à présent, a été hantée plus que d'habitude par les fantômes de présidents passés.

À entendre les républicains, on a l'impression que Ronald Reagan est l'homme politique le plus dominant aux États-Unis à l'heure actuelle. Reagan, qui a pris sa retraite en 1989, a quitté la vie publique en 1994 et est mort en 2004, mais il est constamment invoqué comme le saint patron des républicains. Les candidats mentionnent son nom souvent dans les débats et chacun d'eux tente de s'inspirer de son style. Ainsi, le sénateur John McCain promet un patriotisme plein de bon sens à la Reagan de même qu'une politique étrangère musclée inspirée de lui. Pour sa part, Mitt Romney évoque la prospérité du règne de Reagan, soutenant qu'il peut lui aussi la procurer aux Américains. Et l'ancien gouverneur de l'Arkansas, Mike Huckabee en appelle aux valeurs «reaganiennes» chères aux électeurs, leur offrant une certaine dose de «la bonne vieille religion» pour guérir le pays.

Par un bizarre retournement de situation, même les deux principaux candidats démocrates en sont venus à se chamailler à propos de Ronald Reagan. Dans un jab plein d'astuce à Hillary et à Bill Clinton, Barack Obama a élégamment tourné en ridicule le dossier de Clinton dans ses louanges de Reagan. Obama a déclaré à un journal du Nevada que «Ronald Reagan a changé la trajectoire des États-Unis d'une manière que n'a pas fait Richard Nixon et d'une manière que n'a pas fait Bill Clinton». Les Clinton ont alors accusé Obama d'endosser les politiques de Reagan plutôt que d'admirer l'habileté de Reagan à façonner son époque. (...)

Edward Kennedy

La victoire d'Obama sur Clinton en Caroline-du-Sud lui a valu l'équivalent démocrate d'un appui de Reagan. Le sénateur Edward Kennedy, frère du président John F. Kennedy, et Caroline Kennedy, fille de feu le président, se sont joints avec enthousiasme aux partisans d'Obama. Sans agressivité, Caroline Kennedy a écrit pour le numéro du dimanche du *New York Times* un article d'opinion indiquant qu'Obama démontrait le potentiel d'être «un président comme mon père». En toute hâte, la campagne Clinton a sorti de sa manche l'appui de deux enfants majeurs de Bobby Kennedy, mais rien ne pouvait se comparer à la «puissance de feu» à la John Kennedy de son frère Teddy, le vétéran sénateur qui a gardé bien vivant le flambeau des Kennedy à Washington, et de Caroline, la seule membre survivante de la famille immédiate, et naguère légendaire, de feu le président.

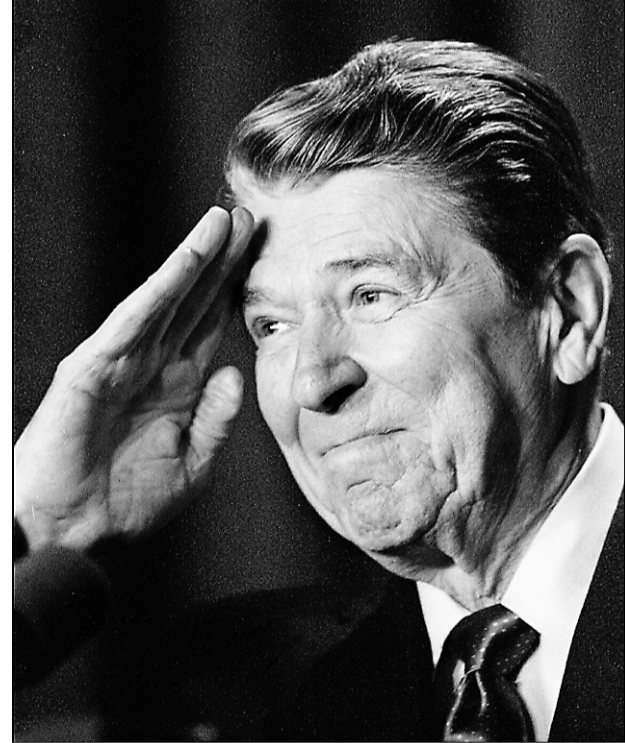


PHOTO ARCHIVES AFP

Les candidats à la Maison-Blanche, républicains comme démocrates, ont rappelé cette semaine le règne de Ronald Reagan, évoquant chacun à leur façon le bilan de l'ex-président américain.

Au milieu d'une saison politique aussi volatile, impossible de prédire l'impact du sceau d'approbation des Kennedy, mais cette étreinte symbolique depuis la tombe fut frappante. En plus de souligner la complète absence d'inspiration depuis la Maison-Blanche en ce moment, elle a illustré le vif désir chez les Américains d'une certaine poésie chez leurs politiciens. Bien que nourrissant des idéologies différentes, John Kennedy et Ronald Reagan avaient compris que leurs compatriotes souhaitaient les voir rêver avec audace, qu'ils croient en eux-mêmes et en leur avenir. Les élections présidentielles ne sont pas uniquement affaire d'ordonnances politiques qui s'affrontent et de chocs de personnalité violents. Les campagnes américaines offrent une vision de l'avenir, enracinée dans le présent et ayant des

Bien que nourrissant des idéologies différentes, John Kennedy et Ronald Reagan avaient compris que leurs compatriotes souhaitaient les voir rêver avec audace, qu'ils croient en eux-mêmes et en leur avenir.

résonances avec le passé. Dans un tel contexte, les candidats tiennent énormément à s'inscrire dans la lignée du bon prédécesseur historique et c'est pourquoi «l'étreinte» accordée à Obama par des Kennedy, par le truchement de feu le président, a une telle signification, parce que le symbolisme a son importance.

Tous les grands leaderships combinent l'art de conter et la création de mythes. Chaque campagne présidentielle couronnée de succès tente d'insérer le candidat dans la grande épopée américaine, mettant en vedette les grands présidents à titre de seconds rôles entourant la nouvelle vedette du spectacle. Cette semaine, soutenu par les fantômes de Ronald Reagan et de John Kennedy, Barack Obama a beaucoup plus l'air présidentiel qu'il ne l'était il y a quelques jours à peine.

McCain contre Billary



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Un scénario très possible se précise. Même si Barack Obama suscite plus d'enthousiasme, Hillary Clinton mène sur le plan national et dans les grands États. Côté républicain, c'est John McCain qui a le vent dans les voiles; fort de sa spectaculaire remontée au New Hampshire et de sa victoire en Floride, il vient de recevoir l'appui non négligeable de l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani.

La bataille ultime de novembre pourrait donc se faire entre Clinton et McCain... et se solder, eh oui, par une autre victoire républicaine.

C'est du moins ce que prévoient plusieurs observateurs, dont le très perspicace Frank Rich du *International Herald Tribune*.

Son analyse: en choisissant Clinton plutôt qu'Obama, les démocrates sacrifieront ce qui aurait pu constituer leur plus grand atout:

Clinton jouera la carte de l'expérience, mais sur ce plan-là, elle ne gagnera jamais contre McCain.

le désir de changement. Clinton jouera la carte de l'expérience... mais sur ce plan-là, elle ne gagnera jamais contre McCain.

« Elle aura beau prétendre avoir été 'testée' durant ses 35 ans d'action publique, McCain lui répondra qu'il y a 35 ans, il avait déjà fait ses preuves: alors qu'Hillary était encore étudiante en droit, ce pilote de guerre était prisonnier au Vietnam depuis cinq ans. »



John McCain serait en effet un adversaire coriace pour les démocrates. Ses positions modérées l'ont rendu populaire chez les électeurs indépendants – un atout considérable une fois déclenchée la campagne présidentielle.

Ni Clinton ni Obama ne pourraient l'associer à l'extrême droite, car justement, l'extrême droite républicaine le vomit à cause de ses positions progressistes sur l'immigration, l'environnement et les cellules-souches, son opposition aux baisses d'impôts et son refus de cautionner toute forme de torture. L'ancien candidat démocrate John Kerry avait même pensé à en faire son colistier, c'est tout dire!

Certes, McCain a voté pour la guerre en Irak. Mais Hillary Clinton aussi! McCain a tenu sur le sujet des positions plus cohérentes, critiquant la façon dont la guerre a été menée, alors que Clinton a affirmé jusqu'en 2005 que la situation s'améliorerait en Irak, pour soudainement changer son fusil d'épaule.

Le principal handicap de McCain est son âge. À 71 ans, il serait le plus vieux candidat à solliciter un premier mandat présidentiel. Ce qui l'avantage, c'est son autorité morale et la solidité de son caractère. Une stature de héros national (à Hanoi, soumis à la torture, il a refusé d'être libéré avant ses camarades), une certaine droiture rare dans le milieu politique, une image rassurante qui pourrait jouer dans un contexte où les Américains craignent l'instabilité économique et internationale.



Hillary Clinton, par ailleurs, ne s'est pas aidée en plaçant son mari au centre de sa campagne. Ces derniers temps, le grand Bill a été, plus qu'un conseiller, un véritable cocandidat qui remplaçait sa femme, occupée en Floride, dans les meetings en Caroline-du-Sud et lançait des attaques vicieuses contre Obama.

L'omniprésence de cette bête à deux têtes – « Billary » comme on dit maintenant – a drôlement atténué la fière image de « la première femme à pouvoir accéder à la présidence ». Comme l'écrit Maureen Dowd, du *New York Times*, quelle crédibilité peut bien avoir une femme si dépendante de son mari?

« Si Bill Clinton se mêle de tout dans sa campagne, il se mêlera de tout à la Maison-Blanche », renchérit Gail Collins, du *NYT*. Hillary Clinton renforce cette perception en passant son temps à parler de son expérience à la Maison-Blanche à la première personne du pluriel, comme si elle avait été coprésidente.

On croit entendre Hillary disant à Bill: « Je t'ai soutenu pendant huit ans, maintenant c'est à mon tour »... Cela agace les électeurs qui ne veulent pas retourner en arrière. Quatre autres années de régime Clinton, ce n'est certainement pas ce qu'on appelle le changement!

Cette histoire d'un couple se transmettant le pouvoir comme dans une dynastie a aussi fait resurgir toutes les interrogations non élucidées sur les scandales financiers qui ont terni la présidence de Bill Clinton. Bien sûr, les républicains ne sont pas assez bêtes pour sortir ces armes-là aujourd'hui, ils attendront qu'elle ait gagné à l'investiture démocrate.

À moins que d'ici là, Barack Obama réussisse à renverser le courant qui favorise Hillary. Alors, ce serait « another ball game »...

Une pratique répandue

Bien souvent, c'est au détriment de la santé publique que l'industrie pharmaceutique fait la promotion des médicaments

MARC-ANDRÉ GAGNON



M. Gagnon est chargé de cours en économie à l'Université de Montréal et à l'UQAM, et auteur de l'étude « The Cost of Pushing Pills » publiée dans la revue médicale américaine « PloS Medicine ».

« Les médicaments d'aujourd'hui financent les miracles de demain », nous dit le slogan de GlaxoSmithKline. Les fabricants de miracles nous répètent sans cesse que le prix élevé des médicaments est justifié par les hauts coûts de l'innovation thérapeutique bienfaitrice.

Mais au-delà des discours, si l'industrie pharmaceutique se porte mieux que jamais financièrement, elle n'a jamais été plus mal en matière d'innovation thérapeutique. Le modèle d'affaires actuel de l'industrie pharmaceutique repose d'abord et avant tout sur la production de médicaments « me-too » qui cherchent à améliorer de manière très marginale les médicaments déjà existants (modification de posologie, gestion des effets secondaires) afin d'étendre la durée de vie des brevets. On crée des « blockbusters » non pas en créant des médicaments ayant une valeur thérapeutique nouvelle, mais plutôt par des campagnes promotionnelles visant chaque échelon du corps médical, de la recherche et parfois du public afin d'établir des habitudes de prescription apportant souvent bien peu de résultats thérapeutiques.

La revue médicale indépendante *Prescrire* effectue chaque année une analyse des nouveaux médicaments sur le marché français. Pour 2006, 535 nouveaux médicaments sont entrés sur le marché, 10 représentaient une avancée thérapeutique significative, 469 n'apportaient rien de nouveau à la pharmacopée existante et 17 ne recevaient pas l'accord des médecins indépendants puisqu'ils représentaient de possibles dangers à la santé publique. Doit-on alors s'étonner lorsque nous apprenons que des générations complètes de nouveaux médicaments, par exemple pour traiter l'hypertension ou la schizophrénie, s'avèrent en fait moins efficaces que la génération précédente (même s'ils coûtent 10 fois plus cher que les médicaments précédents dont le brevet est périmé).

Quand la promotion biaise le savoir médical

Dans notre étude avec Joel Lexchin parue en janvier 2008 dans la revue *PloS Medicine*, nous avons montré que l'industrie pharmaceutique dépense aux États-Unis deux fois plus en promotion qu'en recherche et développement. Avec des dépenses promotionnelles totalisant 57,5



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Le modèle d'affaires actuel de l'industrie pharmaceutique repose d'abord et avant tout sur la production de médicaments « me-too » qui cherchent à améliorer de manière très marginale les médicaments déjà existants (modification de posologie, gestion des effets secondaires) afin d'étendre la durée de vie des brevets.

milliards\$, l'industrie pharmaceutique américaine dépense seulement 4 milliards en publicité auprès des patients, mais dépense plus de 60 000\$ par médecin pour faire la promotion de ses produits. Les données partielles que nous avons pu obtenir pour le Canada montrent que, mise à part l'interdiction partielle de la publicité auprès des patients, les proportions sont les mêmes qu'aux États-Unis.

La promotion des produits pharmaceutiques touche ainsi surtout les médecins à tous les échelons de la recherche médicale: du financement commercial des universités aux essais cliniques biaisés; des pseudo-publications scientifiques aux

elle-même produit une masse critique d'articles favorables au médicament, permettant à ses représentants de noyer toute étude défavorable afin de mieux convaincre les médecins. De plus, on apprenait en janvier 2008 que Pfizer avait aussi réussi à empêcher la diffusion d'une série d'études défavorables.

L'histoire se répète pour les réducteurs de cholestérol Vytorin et Zetia, prescrits à plus d'un million d'exemplaires par semaine, alors que des études (non-diffusées) démontrent clairement que ces médicaments n'ont aucun impact pour réduire les crises cardiaques. C'était aussi l'histoire du Vioxx. Jeffrey Lisse, un médecin « auteur » d'une étude « scientifique » sur le Vioxx qui avait « omis » de mentionner la mort de certains participants à l'étude, confiait au *New York Times* que c'était la firme Merck qui avait directement organisé et réalisé l'essai clinique et qui était venu le voir par la suite avec un article « scientifique » qu'il n'avait plus qu'à signer en échange d'une somme substantielle. L'étude a ensuite été publiée dans une revue médicale comme si elle avait été menée de manière indépendante.

L'industrie pharmaceutique dépense aux États-Unis deux fois plus en promotion qu'en recherche et développement.

Par exemple, des documents internes de Pfizer dévoilés lors d'une poursuite ont permis de constater que 85 articles scientifiques sur la sertraline (l'antidépresseur Zoloft) avaient été rédigés directement par le bureau de relations publiques de Pfizer (la littérature scientifique compte 211 articles avec « sertraline » dans le titre). Pfizer avait

des dons massifs d'échantillons; de l'éducation continue des médecins aux visites incessantes de représentants pharmaceutiques. Les stratégies promotionnelles sont des plus raffinées pour contrôler l'ensemble de la pratique médicale.

Par exemple, des documents internes de Pfizer dévoilés lors d'une poursuite ont permis de constater que 85 articles scientifiques sur la sertraline (l'antidépresseur Zoloft) avaient été rédigés directement par le bureau de relations publiques de Pfizer (la littérature scientifique compte 211 articles avec « sertraline » dans le titre). Pfizer avait

FORUM@LAPRESSE.CA

Charest le mérite-t-il?

Je désire commenter le sondage CROP-*La Presse* de ce matin montrant une remontée du taux de satisfaction à l'égard du gouvernement Charest. À mon avis, celui-ci a peut-être redoré son image, mais en cherchant à cacher des études de l'OLF, on voit bien qu'il se fout pas mal que des patients francophones ne soient pas encore capables de se faire servir dans leur langue dans des hôpitaux anglophones de Montréal. Scandaleux! Et son ministre Couillard n'est pas mieux que lui!

Bernard Gervais

L'homme de la situation

Je l'ai toujours dit: M. Charest va remonter dans les sondages quand les Québécois auront enfin compris qu'il est l'homme de la situation. Lorsque l'idée d'indépendance aura complètement disparu, le Québec pourra enfin s'épanouir et voler vers les plus hauts sommets. C'est la grâce que je lui souhaite.

Martin Dupuis

« Le King des dépotoirs »

Paris est connu pour sa tour Eiffel, New York s'affiche fièrement avec la statue de la Liberté et Montréal est envié pour son Jardin botanique. Voilà maintenant que Lachenaie est reconnu comme « Le King des dépotoirs ». Oui, Lachenaie se fait la défenderesse des accommodements raisonnables en matière environnementale. Vous pouvez même visiter ce lieu unique à diverses périodes de l'année, car un jour, il sera reconnu patrimoine mondial. Les odeurs vous incommode et vous rendent malades? La chance vous sourit, l'hôpital n'est qu'à quelques portées de voix de ce magnifique emplacement. Vous aimez les oiseaux? Vous serez servi à souhait, des centaines de mouettes marqueront leur territoire sur votre voiture et votre résidence. Lachenaie n'est plus ce cher petit village de mon enfance, c'est désormais la mauvaise réplique du nouveau Quartier DIX30 de Brossard, avec ses commerces hétéroclites et son mégadépotoir pour y recevoir les immondes et les visiteurs indésirables.

Robert Giroux
Lachenaie

Une presse complaisante



BERNARD A. ROY

L'auteur a été le premier chef de cabinet de Brian Mulroney, en 1984, et procureur-chef de la commission Gomery.

Ces jours-ci, les journaux font grand état du témoignage très attendu de Norman Spector, ancien chef de cabinet du premier ministre Brian Mulroney, de 1990 à 1992, qui doit être entendu prochainement devant le Comité de la Chambre des communes sur l'éthique. Il est curieux, pour ne pas dire plus, que 16 ans après avoir cessé d'occuper ses fonctions, M. Spector ait soudainement annoncé qu'il livrerait un témoignage accablant et percutant en vue, peut-on résumer, de jeter un certain éclairage sur les relations Mulroney-Schreiber. L'initiative de M. Spector étonne, d'autant plus qu'après avoir été de façon supposée témoin d'agissements douteux de son ancien patron, il ait accepté de ce dernier, en février 1992, le poste d'ambassadeur du Canada en Israël. Je suis interloqué devant le silence d'une presse complaisante à l'endroit de M. Schreiber et hostile envers M. Mulroney et qui n'a pas jugé approprié de s'interroger sur sa démarche.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



Des prix récemment ajustés qui vous permettent de profiter des avantages de la force du dollar canadien

PLUS

Nous payons les frais de transport jusqu'à

1350\$[†]

POUR

Une remise totale allant jusqu'à

8050\$^{††}

LA DIFFÉRENCE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE

VENEZ CONSTATER PAR VOUS-MÊME LES RAISONS DERRIÈRE 17 MOIS CONSÉCUTIFS D'AUGMENTATION DES VENTES.

LA TOUTE NOUVELLE DODGE GRAND CARAVAN 2008

Ensemble Valeur Plus

- Moteur V6 de 3,3 L polycarburant • Transmission automatique • Climatiseur
- Freins antiblocage à disque aux 4 roues • Système électronique d'antidérapage (ESP^{MD})
- Coussins gonflables frontaux et rideaux latéraux

LOUEZ À

299\$^{*} PAR MOIS
LOCATION DE 27 MOIS
1 699\$ COMPTANT INITIAL

NOUS PAYONS LES FRAIS DE TRANSPORT

Remise totale pour le consommateur canadien de 2850\$ incluse (Inclut la remise des frais de transport)^{††}



Consommation d'essence^A
Ville : 12,6 L/100 km (22 mpg)
Autoroute : 8,4 L/100 km (34 mpg)

★★★★★
Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA aux essais de collisions frontales[‡]

DODGE RAM 1500 QUAD CAB^{MD} SXT 4X4 2008

- Moteur 5,7 L Hemi^{MD} V8 de 345 cv à cylindrée variable • Transmission automatique 5 vitesses
- Différentiel arrière à glissement limité • Climatiseur • Ensemble remorquage
- Freins à disque aux 4 roues avec antiblocage arrière • Coussins gonflables frontaux

LOUEZ À

319\$^{*} PAR MOIS
LOCATION DE 24 MOIS
2 895 \$ COMPTANT INITIAL

NOUS PAYONS LES FRAIS DE TRANSPORT

Remise totale pour le consommateur canadien de 7350\$ incluse (Inclut la remise des frais de transport)^{††}



★★★★★
Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA aux essais de collisions frontales[‡]

JEEP GRAND CHEROKEE 4X4 DIESEL 2008



- Moteur V6 de 3,0 litres turbo diesel de fabrication Mercedes-Benz • Meilleure consommation de carburant dans sa catégorie • Réduit la consommation de carburant jusqu'à 30 % tout en diminuant les émissions de CO² de 20 % comparativement à un moteur à essence
- Capacité de remorquage de 3 266 kg (7 200 lb) • RADIO SATELLITE SIRIUS

Voir Jeep.ca pour les détails • PARCOUREZ PLUS DE 700 km SANS DEVOIR REFAIRE LE PLEIN*

LOUEZ À

479\$^{*} PAR MOIS
LOCATION DE 24 MOIS
3 662\$ COMPTANT INITIAL

NOUS PAYONS LES FRAIS DE TRANSPORT

Remise totale pour le consommateur canadien de 8050\$ incluse (Inclut la remise des frais de transport)^{††}



Consommation d'essence^A
Ville : 12 L/100 km (24 mpg)
Autoroute : 9 L/100 km (31 mpg)

Visitez votre concessionnaire Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge ou votrechrysler.ca/quebec aujourd'hui.



INFORMEZ-VOUS SUR NOS 12 MOIS GRATUITS D'ABONNEMENT À LA RADIO SATELLITE SIRIUS.

* Taxes sur le climatiseur (lorsque applicables), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des modèles 2008 neufs en stock sélectionnés. Le prix et les offres de location comprennent les allocations et remises du fabricant mentionnées ci-dessus consenties aux concessionnaires (Incluant l'allocation pour le paiement des frais de transport payés). Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les prix et (ou) les frais de transport peuvent avoir changé depuis la date de publication. Veuillez valider les prix en vigueur auprès de votre concessionnaire Chrysler • Jeep • Dodge. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. * Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler. Tarifs mensuels établis pour la Dodge Grand Caravan 2008 (24F), pour le Jeep Grand Cherokee 2008 (22X + GWA + AL3 + AHX) et pour le Dodge Ram 2008 (26B + AHC + DSA + K17 + NFU). Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Frais d'inscription au RDPRM de 60 \$, incluant les frais du registre, sont en sus. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 40 800 km pour 24 mois (45 900 km pour 27 mois) au taux de 15 c le kilomètre. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails sur les prix et les conditions. †† L'offre de remise • Nous payons les frais de transport • (jusqu'à 1 350 \$) et les autres offres de remise s'appliquent aux modèles 2008 sélectionnés neufs en stock. L'offre de remise • Nous payons les frais de transport • s'applique seulement aux modèles 2008 sélectionnés achetés ou loués par l'entremise des Services Financiers Chrysler. La remise totale (Incluant l'allocation pour le paiement des frais de transport payés) sera déduite du prix négocié après application des frais de transport afférents mais avant les taxes. La remise maximum de 8 050 \$ s'applique au Jeep Grand Cherokee. Les offres prennent fin le 31 janvier et sont sujettes à changement sans préavis. Consultez votre concessionnaire participant ou chryslercanada.ca pour les détails ‡ Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) lors de tests de collision. Δ Données basées sur le Guide de consommation du carburant de Ressources naturelles Canada (RNCAN). Votre consommation d'essence peut varier. • Basé sur le segment des petits utilitaires sport intermédiaires tel que défini par Automotive News en 2006. Votre consommation d'essence peut varier selon les conditions routières. MD Jeep est une marque déposée de Chrysler Canada Inc. et utilisée sous licence. MD SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc.

